

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

S O M M A I R E

CLAUDE HARMEL. — Les raisons de l'insuccès communiste d'après M. Georges Marchais : l'efficacité de l'anticommunisme	1	Les différents marchés noirs dans les pays de l'Est : I. — Le marché noir des devises	14
BRANKO LAZITCH. — Nouveaux épisodes de la finlandisation	6	T. NICOLAS. — Les pays baltes face à l'Union soviétique. III. - Disparition de trois Etats européens	21
JEAN LAFORÊT. — Nouveaux regards sur l'agriculture soviétique	10	ANNA KETHLY. — Les mémoires de G. Marosan. (Traduction de Tibor Tardos)	26

Les raisons de l'insuccès communiste d'après M. Georges Marchais : l'efficacité de l'anticommunisme

ON ne pouvait pas s'attendre à ce qu'analysant les résultats des élections législatives devant le Comité central du P.C.F., c'est-à-dire à l'usage des militants du Parti, M. Georges Marchais se lassât aller à manifester quelque amertume. Sa fonction le lui interdisait, son intérêt également.

La campagne électorale a fourni au P.C.F. l'occasion de mener une grande bataille politique, la première depuis que M. Marchais est secrétaire général en titre, et tout le monde a pu voir qu'il tenait à payer de sa personne : si le Parti avait remporté la victoire, elle eût été sa victoire. L'insuccès par lequel se solde pour lui la bataille risquerait de lui être imputé. Mieux vaut donc en atténuer l'importance.

Il est certain, d'autre part, que les militants attendaient mieux. Au Comité central, Henri Fizbin a déclaré qu'on pouvait « considérer la victoire de la gauche comme une perspective relativement proche » (*l'Humanité*, 2-4-1973). C'était ce que pensait la grande masse des militants durant la campagne électorale. Pour beaucoup d'entre eux, on n'était séparé de la victoire que par les élections.

Ils sont aujourd'hui déçus, déconcertés,

« Je comprends très bien que la première réaction de nos camarades au lendemain du deuxième tour ait pu être empreinte d'une certaine déception », déclarait M. Séguy, le secrétaire général de la C.G.T., dans une interview à *La Vie ouvrière* (28 mars 1973) et, ce disant, il minorait systématiquement la réalité pour aider ses camarades à se ressaisir. M. Marchais a perçu, lui aussi, cette déception (ne serait-ce que pour l'avoir ressentie lui-même), et il était évidemment dans son rôle de secrétaire général de s'efforcer de remonter le moral des troupes.

Ainsi s'explique que M. Marchais ait présenté les résultats de la façon la plus favorable : les partis de gauche qui ont adopté le programme commun ont obtenu 42,11 % des suffrages exprimés dans la France métropolitaine contre 36,55 % en 1968 et 41,47 % en 1967 ; à l'élection présidentielle de 1961, le candidat unique de la gauche n'avait recueilli au premier tour que 32,04 % des suffrages exprimés ; à celle de 1959, Duclos et Defferre n'avaient groupé, au total, que 26,28 % des suffrages exprimés.

Voilà des nombres bien propres à montrer que la gauche n'avait jamais obtenu d'aussi bons résultats que cette fois-ci.

Certes, on serait parvenu à une conclusion toute différente en rapprochant les résultats d'aujourd'hui de ceux que la « gauche » obtenait sous la IV^e République, de ceux de 1956 par exemple. M. Marchais s'est bien gardé de le faire.

De même, il s'est appliqué à ne parler qu'en peu de mots, comme en passant, des résultats obtenus par le Parti communiste lui-même, et il a visiblement fait effort pour ne pas faire apparaître la stagnation des voix communistes, laquelle aurait pourtant mérité une analyse.

Dans le moment présent, elle n'aurait pas été opportune. Il s'en est abstenu.

Dire, comme il l'a fait, que le Parti communiste demeurerait le premier parti de la gauche et que, vu l'enjeu des élections, ceux qui avaient voté pour lui avaient « fait preuve d'une conscience politique plus élevée que lors des scrutins précédents », c'était donner aux militants un lot de consolation. Ce n'était pas fournir une explication (1).

Comme l'accession de M. Marchais au sommet du Parti a entraîné un renforcement de la discipline et du conformisme, tous les intervenants ont observé sur ce point la même réserve prudente que le secrétaire général.

Puisqu'il ne traitait pas le sujet, c'est qu'il ne fallait pas le traiter, et chacun se l'est tenu pour dit.

LA SIGNIFICATION DES VOTES DE LA GAUCHE

Le silence toutefois ne suffisait pas. Il faut toujours donner un argument, une raison aux militants, fussent-ils très médiocres. Sans cela, chacun essaierait de combler le vide par une recherche personnelle, et la porte serait ouverte aux déviations.

M. Séguy s'était déjà servi (et pour cause) de l'argument que M. Marchais a développé : « L'importance de ces dix millions de voix ne se mesure pas seulement à leur nombre, mais plus encore à leur valeur, à leur qualité, à leur signification politique profonde » (*L'Humanité*, 22-3-1973).

Autrement dit, les dirigeants communistes ont retourné le vieil axiome républicain : « On ne pèse pas les voix, on les compte ».

(1) Voici son texte :

« Avec 5.156.619 voix et 21,25 % des suffrages non exprimés, notre Parti progresse de 720.000 voix et de 1,23 % par rapport aux élections de 1968. Si nous comparons avec celles de 1967, nous constatons un progrès en voix d'environ 120.000, mais par contre il nous manque 1,25 %. Nous augmentons notre nombre d'élus qui passe de 30 à 73, alors qu'en 1967 nous avions obtenu 72 élus » (*L'Humanité*, 30-3-1973).

Le pourcentage dont fait état M. Marchais (21,25 %) est bien celui que donnent les statistiques officielles, mais le nombre des voix obtenues par le P.C. est un peu plus faible qu'il ne l'indique : 5.026.417, contre 5.039.032 en 1967 (ce qui faisait 22,5 % des suffrages exprimés).

Ainsi le P.C. a perdu, non seulement en valeur relative, mais en valeur absolue. La perte est presque nulle (2.615 voix), elle n'en est pas moins significative.

Eux (pour les besoins de la cause) ont pensé qu'il ne fallait pas se contenter de compter les voix, qu'il fallait les peser. Et, pesant les voix de la gauche, voici ce qu'ils prétendent avoir trouvé.

Les électeurs de gauche savaient cette fois à quoi s'en tenir. Il y avait le programme commun et l'alliance du P.C., du P.S. et des radicaux. Les citoyens étaient donc prévenus qu'en votant pour la gauche, même pour les radicaux de gauche, ils votaient pour un « programme d'un contenu anticapitaliste affirmé, clairement présenté comme une transition vers le socialisme » et dont l'application « impliquait la participation des communistes au gouvernement sur la base de l'égalité en droits et en devoirs avec nos partenaires ».

C'est ainsi que s'est exprimé M. Marchais et l'on explicite sa pensée, on ne la trahit pas, en écrivant que les électeurs qui ont voté pour les candidats socialistes et radicaux de gauche sont désormais beaucoup plus proches des communistes et de leur interprétation du socialisme que par le passé. Autrement dit, il y a peut-être moins d'électeurs à voter pour la gauche que sous la III^e et la IV^e République (rappelez-vous que M. Marchais s'est bien gardé de le dire aussi clairement), mais les électeurs qui, cette fois, ont voté à gauche sont tous gagnés, sinon au socialisme, du moins à l'idée de faire une expérience socialiste avec le concours actif des communistes.

M. Séguy, qui, bien entendu, fait la même analyse que M. Marchais, puisqu'elle a été arrêtée en commun au Bureau politique, a usé pour exposer cette thèse de formules plus typiquement marxistes-léninistes.

Selon lui, il se dégage des élections un grand fait nouveau, d'une importance considérable, « car il modifie résolument les conditions des luttes à venir : les progrès enregistrés par la gauche unie sur une base de classe avancée. Si l'on tient compte du fait que la prise du pouvoir par la gauche unie était bel et bien l'enjeu de cette bataille électorale, on peut mesurer l'évolution considérable qui s'est produite chez nous en constatant que les dix millions d'électeurs qui ont voté pour le programme commun se sont en fait prononcés contre la domination capitaliste, pour changer fondamentalement le contenu de classe du pouvoir et transformer la société » (*La Vie ouvrière*, 28-3-1973).

Il est parfaitement vrai que les électeurs que la gauche a perdus sont ceux qui votaient à gauche naguère encore par anticléricalisme et qui ne se sentaient aucune sympathie pour le collectivisme, même sous les formes très édulcorées (2). On peut donc conclure que la gauche d'aujourd'hui est plus pénétrée d'idées socialistes au sens banal du terme.

MM. Marchais et Séguy se leurreraient cependant s'ils croyaient ce qu'ils disent ou

(2) Voir *Est et Ouest*, n° 506, 18-31 mars 1973, Claude Harmel : « Considérations sur la stagnation des voix communistes et le recul électoral de la gauche depuis 1958 ».

ce qu'ils laissent entendre. S'ils usaient d'une balance plus sensible, ils s'apercevraient (mais ils le savent certainement) que les voix de la gauche n'ont pas tout à fait le poids — la signification — qu'ils leur attribuent.

Il s'en faut même de beaucoup.

Nombre d'électeurs de gauche et même d'électeurs communistes votent comme ils le font par tradition, par opposition constante à la droite, sentiment renforcé cette fois-ci par l'irritation de voir toujours les mêmes visages. Rien de cela ne traduit une adhésion délibérée et profonde aux idées socialistes prises dans leur acception collectiviste.

Écoutons le socialiste M. Raoul Bayou, réélu député pour la cinquième fois à Béziers, expliquer pourquoi dans l'Hérault la majorité a perdu les sièges conquis en 1968 : « *D'abord, la grande peur de 1968 a disparu. Ensuite, et surtout, les députés U.D.R. n'ont jamais rien compris au vin* » (*Le Figaro*, 3 avril 1973). Et le journaliste qui recueillait cette opinion de la commenter en ces termes : « *Pour être élu, il faut nécessairement remplir deux conditions : s'engager à défendre le prix du produit et permettre de mettre tout en œuvre pour faire cesser la scandaleuse campagne déclenchée contre le vin par les pouvoirs publics* ».

Il est bien difficile après cela d'interpréter le vote à gauche des électeurs de l'Hérault (et des départements voisins) comme l'expression de la volonté de « changer fondamentalement le contenu de classe du pouvoir », de « transformer la société », de mener la lutte sur une base de classe (en tout cas, si base de classe il y avait, la classe en question ne serait certainement pas la classe ouvrière) (3).

Au demeurant, si, pour les besoins de la cause, les dirigeants communistes mettent aujourd'hui l'accent sur l'aspect révolutionnaire du programme commun, ils ont agi tout différemment durant la campagne électorale, voire lors de la rédaction dudit programme. Ils savaient trop bien qu'en affichant les couleurs ils épouvanteraient une bonne partie des électeurs de « gauche ».

Le « succès » de la gauche est donc, à le bien prendre, tout aussi relatif (et même plus) quand on « pèse » les voix que quand on se borne à les compter.

C'EST LA FAUTE DES AUTRES

M. Marchais s'est appliqué également à justifier un insuccès dont il n'a pas convenu en

(3) M. Raoul Bayou a ajouté que « *pour se faire élire dans nos régions, ce qui compte, ce ne sont pas les programmes, c'est le jugement que l'on porte sur les hommes* ».

Il faut sûrement lui donner raison en ajoutant toutefois que ce n'est pas vrai seulement dans l'Hérault.

Mais alors, que devient la représentation proportionnelle (pour laquelle ont théoriquement voté les électeurs de la gauche !) laquelle fait qu'on vote non pour des hommes, mais pour des partis, c'est-à-dire pour des programmes ?

évoquant à la fois et la mollesse, pour ne pas dire plus, des alliés du P.C.F. dans la bataille électorale et la vigueur redoublée dont auraient fait preuve ses adversaires.

Relevons d'abord les reproches faits aux alliés du Parti communiste et à ceux qui auraient dû l'être.

Il est de fait, a souligné le secrétaire général du P.C., que des organisations représentant des hommes et des femmes intéressés, selon lui, aux transformations préconisées par le programme commun ne se sont pas engagés ou peu dans la bataille.

Et de citer la C.F.D.T. qui « *a critiqué le programme commun, tout en appelant en fin de compte à voter pour la gauche* » ; la F.E.N. « *qui ne l'a pas soutenu* » ; la C.G.C. qui « *l'a combattu* ». Il a omis F.O. qui, elle non plus, n'a pas soutenu le programme commun et dont le secrétaire général a manifesté plus que des réserves à l'égard des parties du programme où il est question de nationalisations nouvelles.

Manifestement, les dirigeants de la C.G.T. ont échoué dans la mission qui leur avait été confiée de rallier les autres formations syndicales au programme commun.

Autres responsables : le P.S.U. et les gauchistes qui n'ont pas appuyé le programme commun et se sont « *plus appliqués à le critiquer qu'à mettre en valeur ce qu'il apportait aux Français* ».

Il y a dans ces reproches une inconscience qui sent son despote. M. Marchais n'a jamais convié, que l'on sache, ni le P.S.U. ni les ligues révolutionnaires à prendre part à l'élaboration d'un programme commun. Penserait-il donc qu'il suffisait que le Parti communiste eût dit pour que tout le monde s'alignât ?

On n'en est pas encore là, quand même !

LE PARTI SOCIALISTE, PRINCIPAL COUPABLE

A tout seigneur, tout honneur : c'est au Parti socialiste que M. Marchais a réservé ses principaux reproches. Les socialistes se sont permis de se démarquer des communistes, et cela, selon M. Marchais, qui, pour une fois dit vrai, ne pouvait qu'affaiblir les positions du Parti communiste.

Seulement, si elles ont retenu certains électeurs de voter communiste, les critiques socialistes à l'égard du communisme ont certainement renforcé la gauche dans son ensemble. Il est parfaitement vrai que beaucoup ont voté contre les communistes en votant socialiste. Nombre d'entre eux auraient voté tout autrement s'ils n'avaient pas pu donner à leur vote pour un socialiste une pointe anti-communiste.

Voici le passage en question :

« *Le Parti socialiste... a, il faut le dire, déployé des efforts parallèles à ceux de la grande bourgeoisie pour tenter d'affaiblir notre Parti en reprenant à son compte certains thèmes de l'anticommunisme.*

« On se souvient, pour s'en tenir à quelques exemples, de la conférence de presse de François Mitterrand sur la Tchécoslovaquie en août 1972 après la signature du programme commun, de la réunion de novembre sur le même sujet, de l'article publié par le premier secrétaire du Parti socialiste sur une page du Monde à propos d'un livre anticommuniste écrit par deux journalistes de ce quotidien.

« Des thèmes comme : « Nous ne voulons pas du communisme », « Nous sommes les garants de la liberté », « Il faut rééquilibrer la gauche pour garantir la liberté » ne pouvaient qu'alimenter les attaques de la bourgeoisie contre le Programme commun et apporter de l'eau au moulin anticommuniste ».

Il faut détacher du reste, pour que cette perle brille de sa plus belle eau, la phrase finale :

« Ces thèmes développés par nos alliés sont d'autant plus injustifiés que le Parti communiste français, pour ce qui le concerne, a toujours fait la preuve de son attachement profond à la cause de la démocratie ».

Si les socialistes ne sont pas convaincus, après cela !

Il est vrai que, sans le chercher, M. Marchais a donné, en formulant ces reproches, une idée très exacte de ce qu'il entend par démocratie. Le Parti socialiste n'aurait pas, d'après lui, joué le jeu, parce qu'il s'est permis de dire qu'il n'était pas d'accord avec le Parti communiste sur un certain nombre de points. Alors, comment M. Marchais a-t-il pu juger loyal et démocratique de jeter comme il l'a fait en pleine bataille électorale, la suspicion sur ses alliés socialistes en déclarant en substance que si l'on voulait que le programme commun fût vraiment appliqué, il fallait que dans la nouvelle assemblée et au gouvernement les communistes fussent plus nombreux que les socialistes. N'était-ce pas taxer ceux-ci, pour le moins d'indécision et de faiblesse, très certainement aussi de trahison potentielle : s'ils n'étaient pas tenus en lisière, ils retourneraient à leur vomissement réformiste. Voilà ce que signifiait la campagne communiste. Cela vaut bien les allusions de M. Mitterrand à la Tchécoslovaquie.

Telle est la démocratie selon M. Marchais : ce que son parti a droit de faire est interdit aux autres.

Qui donc évoquait bizarrement cette société égalitaire dans laquelle tout le monde était égal, mais où il y en avait qui étaient plus égaux que les autres ?

LA CAMPAGNE DE LA MAJORITÉ

Les seconds responsables de l'insuccès seraient, d'après M. Marchais, les hommes de la majorité et du pouvoir qui auraient développé une propagande anticommuniste d'une vigueur inouïe.

Si l'on en croyait M. Marchais, jamais propagande n'aurait été menée avec autant de moyens et d'ardeur contre le Parti communiste.

« La grande bourgeoisie a jeté toutes ses forces dans la bataille. Elle a mobilisé tous ses moyens économiques, politiques et idéologiques pour assurer la survie de son pouvoir. Elle a recouru à la déformation grossière, à la falsification pure et simple du programme commun et de nos objectifs à un anticommunisme qui nous ramenait cinquante ans en arrière. Par ses différentes interventions, le président de la République, qui s'est comporté non comme un chef d'Etat, mais comme le chef du parti réactionnaire, s'est efforcé de dramatiser artificiellement le débat politique. Il a pratiqué le chantage au désordre... Le patronat s'est engagé comme jamais auparavant dans la bataille, y compris à l'intérieur des entreprises... Par ailleurs, on tentait d'organiser une panique financière destinée à justifier la fuite des capitaux spéculatifs... ».

L'excès de ces propos apparaîtra encore plus fortement si on les rapproche d'une autre affirmation de M. Marchais dans le même rapport : « Nous n'avons disposé que de six mois pour faire connaître, approuver et soutenir le Programme commun ».

Six mois, ce n'est peut-être pas beaucoup, mais tout le monde est témoin que les partis de la majorité (par leur faute sans doute, mais cela ne change rien à l'affaire) ont consacré encore moins de temps à la campagne électorale. Observateurs et citoyens s'étonnaient encore au milieu de janvier de leur silence et de leur inertie.

Il n'est vraisemblablement pas établi de statistiques concernant les moyens mis en œuvre par les différents partis lors d'une campagne électorale : réunions publiques, affiches, tracts, appuis dans la presse, apparition à la télévision, déclarations à la radio, action des militants, etc. On en est réduit à des impressions d'ensemble, lesquelles risquent fort d'être entachées de déformations affectives. Il semble toutefois permis d'affirmer que M. Marchais avançait, non une explication, mais une mauvaise excuse, quand il tentait de rejeter sur une disproportion considérable des moyens mis en œuvre par la majorité, le centre et l'opposition l'insuccès de la coalition du programme commun.

L'EFFICACITÉ DE L'ANTICOMMUNISME

La partie la plus intéressante du rapport du secrétaire général du P.C. est assurément celle où il analyse les arguments des anticommunistes. Il avoue d'ailleurs, après avoir allégué diverses raisons, celles qu'on vient de voir et d'autres, que ce sont ces arguments-là qui ont joué le plus grand rôle. Qui plus est, il convient que cette propagande anticommuniste n'a pas seulement conforté les tenants de la majorité, mais écarté du P.C. quelques-uns de ses électeurs potentiels. M. Marchais a déclaré :

« C'est surtout la violente campagne anticommuniste qui a été le moyen principal de faire reculer des électeurs susceptibles de nous apporter leur soutien ».

De leur côté, Michel Dion, René Mouriaux, Michel Simon ont écrit dans *France Nouvelle* (20-26 mars 1973) qu'il semblait bien « (d'après les sondages publiés dans la presse) que, par rapport à 1968 » (on a bien lu 1968 et non 1967), « une frange de l'électorat du Parti communiste avait été impressionnée par la campagne de l'adversaire : il s'agit (ajoutaient-ils) d'une fraction qui parfois a pu préférer voter socialiste... Une proportion inhabituelle de ces électeurs de 1968 n'a pas confirmé son vote [en faveur du P.C.] en 1973 ».

Quels étaient donc les arguments qui portaient si bien que certains électeurs communistes ont été ébranlés ? M. Marchais les a résumés de la sorte :

« L'axe commun de leurs efforts a été le suivant : présenter, sous le vocable de collectivisme étatique, une version outrageusement déformée de notre politique, et, pour lui donner plus de crédit, caricaturer les pays socialistes en identifiant nos propositions à cette caricature ».

Ou encore :

« La réaction caricature sans scrupule le socialisme. Dans la bataille électorale, elle a abandonné toutes les subtilités de l'anticommunisme dit « moderne » et elle en est revenue, si je peux dire, à l'anticommunisme de papa. En fin de compte, toute son argumentation a consisté d'une part à agiter l'épouvantail du « collectivisme », d'autre part à identifier les perspectives du socialisme en France à l'expérience de pays étrangers déjà passés au socialisme ».

Ainsi, d'après M. Marchais, trois arguments ont eu du poids : les communistes sont des collectivistes, autrement dit ils veulent abolir la propriété privée ; ils sont des étatistes, c'est-à-dire qu'ils entendent réunir entre les mains de l'État la totalité du pouvoir économique en même temps que la totalité du pouvoir politique, ce qui conduirait inévitablement au despotisme ; ils veulent établir en France un régime analogue à celui qui existe en Union soviétique.

COLLECTIVISME

Au premier argument, M. Marchais a répondu non seulement en recourant au distinguo classique entre propriété des moyens de production et propriété des biens de consommation (la première étant seule soumise à la collectivisation), mais en y ajoutant une distinction supplémentaire entre les « grands » moyens de production et les autres. Seuls les premiers seront atteints.

« Le socialisme, c'est la propriété collective des grands moyens de production et d'échange.

... Etant donné les conditions propres à notre pays, à côté des grands ensembles industriels — nationalisés — subsisteront une série de petites et moyennes entreprises. Pour les paysans, le socialisme signifiera d'abord la terre à ceux qui la travaillent... Il n'est pas question de prendre des mesures d'expropriation ou

de nationalisation à l'égard des petits commerçants, des artisans, des professions libérales... »

Jean Kanapa a présenté cette réfutation de façon disons originale. Il a souligné qu'en 1971, 46 % des ménages étaient propriétaires de leur appartement (contre 36 % en 1963) (37,3 % chez les salariés agricoles, 35,2 % pour les ouvriers, 30,2 % pour les employés). Il a évoqué également les avoirs déposés dans les caisses d'épargne :

« Nous devons prêter une extrême attention si nous voulons faire échec aux campagnes du pouvoir qui a réussi à effrayer une partie de ces catégories de la population dans les villes et pas seulement parmi les vieilles gens ».

Comment calmer leur effroi et déjouer les campagnes gouvernementales ? En opposant à celles-ci l'exemple de... l'U.R.S.S.

« Aujourd'hui, dans tous les pays socialistes d'Europe, y compris en U.R.S.S., l'accession à la propriété est systématiquement encouragée sous des formes diverses. Le logement en copropriété est transmissible par héritage.

« Pourquoi, sur ce point, en irait-il différemment dans une France socialiste ? »

ÉTATISME

Deuxième grief : l'étatisme. Là, les « réactionnaires » ne sont pas seuls coupables. S'ils assimilent le socialisme à « la domination étouffante de l'État sur tous les aspects de la vie publique, voire de la vie privée », ils ont reçu du renfort, et M. Marchais a regretté que le secrétaire général de la C.F.D.T. ait été dans le même sens en souhaitant que les communistes seraient partisans d'un socialisme « centraliste ».

Bien entendu, M. Marchais a nié et il a repris les affirmations habituelles sur le respect des libertés, sur l'autonomie de gestion des entreprises nationales, sur « la participation des travailleurs, des masses laborieuses aux responsabilités ». Mais comme il n'a pas montré cette fois-ci plus que les autres sur quels fondements objectifs reposeraient cette autonomie et ces libertés, il permettra qu'on ne le croie pas sur parole.

★ ★

Le plus singulier est sans doute ce qui s'est dit à ce Comité central sur le troisième grief. Si M. Marchais s'est borné à répéter qu'il n'y avait pas de modèle du socialisme et que chaque pays s'y acheminerait par ses propres voies et en tenant compte de ses traditions, d'autres orateurs sont venus affirmer qu'il fallait défendre l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes en montrant l'excellence de leurs réalisations.

Voici leurs propos, d'après l'Humanité :

— Guy Poussy (Val-de-Marne) : « Pour faire reculer l'anticommunisme du pouvoir, il convient d'être actifs pour montrer la réalité des pays socialistes » (Humanité 31-3-73) ;

— Jean Capievic (Rhône) souligne : « la nécessité d'être des plus offensifs face aux men-

songes et calomnies déversés sur les pays socialistes et pour faire connaître la réalité du socialisme » (id) ;

— Charles Fiternamm (Val-de-Marne) : « Contrairement à ce que voudraient faire croire certains commentateurs, l'existence des pays socialistes exerce une influence positive considérable sur les conditions de notre propre lutte. La voie juste est de faire connaître la réalité des pays socialistes dans tous ses aspects » (id).

On a vu plus haut que Jean Kanapa avait recommandé de prendre l'U.R.S.S. à témoin pour prouver aux Français que le « socialisme » n'était pas hostile à la propriété privée des locaux d'habitation.

Va-t-on voir les dirigeants communistes donner plus de place dans leurs discours et dans leur presse à l'apologie de l'U.R.S.S., progressivement reléguée depuis dix ou quinze ans à un rang plus modeste ?

CLAUDE HARMEL.

Nouveaux épisodes de la "finlandisation"

LES Soviétiques n'ont pas réussi à faire plier militairement la Finlande, ni en 1918 ni en 1939-40 ni en 1944. Ils n'ont pas davantage réussi à l'asservir de l'intérieur en utilisant la force du Parti communiste finlandais dans les années qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale et vu la formation du glacis soviétique en Europe. Rien d'étonnant par conséquent qu'ils ne recourent plus pour le moment à l'une ou l'autre de ces deux méthodes avortées, mais qu'ils usent d'une nouvelle formule.

LA POLITIQUE DE MOSCOU

Désormais, le facteur décisif de leur action n'est ni l'Armée Rouge soviétique ni le Parti communiste finlandais, mais le poids de la puissance de l'Union soviétique, géopolitique, militaire, diplomatique, économique. D'autre part, ils essaient non d'infléchir la politique intérieure finlandaise vers les positions du Parti communiste, mais la politique extérieure de la Finlande afin qu'elle rejoigne les positions soviétiques. Enfin, avec les méthodes d'autrefois, ils cherchaient un dénouement rapide à la suite d'une épreuve de force décisive, militaire ou révolutionnaire, alors que la méthode actuelle ne cherche ni l'épreuve décisive ni un dénouement rapide. C'est un processus lent, pas à pas, étape par étape, comme on dit dans le langage communiste.

Dans un récent article (18 février), intitulé « La politique de la Finlande à l'ombre de Moscou », le correspondant scandinave de la *Neue Zürcher Zeitung* disait : « Tenir compte de son voisin oriental, singulièrement sensible, tel est le leitmotiv de la politique finlandaise ». « Inspirer la confiance » est le maître mot et il a des conséquences dans tous les domaines : politique extérieure, commerce, politique intérieure aussi ; il a même des effets sur la vie culturelle. Quant à la situation du président de la République, le journal suisse énonçait comme un fait généralement admis que « seul celui qui possède la confiance de Moscou peut devenir chef de l'Etat finlandais ».

Or, en Finlande, le président de la Répu-

blique a la politique extérieure du pays dans son « domaine réservé », avec ce double avantage : il n'a pas de comptes à rendre au Parlement et il n'a aucune critique publique à affronter dans le monde politique. Le président Kekkonen peut donc avoir avec les dirigeants soviétiques les contacts les plus discrets. Un exemple récent le prouve.

A la fin de décembre 1972, le président Kekkonen s'est rendu à Moscou, où il a eu un entretien de trois heures et demie avec les dirigeants soviétiques, le 23 décembre ; le communiqué publié à la suite de cet entretien ne dit même pas de quoi il a été parlé dans cette rencontre. Quelques jours plus tard, dans son allocution radiodiffusée du Nouvel An, le président Kekkonen ne faisait même pas mention de cet entretien. Quant à l'impossibilité de s'opposer à cette politique, voici ce qu'on lisait dans le journal zurichois : « Il n'existe pas d'opposition organisée contre la ligne Paasikivi-Kekkonen en Finlande, en dépit de réserves de quelques parlementaires... Le non-conformisme dans cette question peut aujourd'hui, en Finlande, conduire à l'anéantissement d'une carrière politique et même plus ».

Faire taire l'opposition est un des résultats déjà acquis par la « finlandisation ». C'est là un produit « made in U.R.S.S. », car on est libéral en Finlande quand on peut y faire ce qu'on veut : pendant la guerre soviéto-finlandaise, nul n'a empêché la parution, en 1940, d'un hebdomadaire socialiste, groupant toute une tendance du parti, hostile à la poursuite de cette guerre.

L'ALIGNEMENT SUR MOSCOU

Les exemples de l'alignement finlandais sur les positions soviétiques se multiplient ces derniers temps.

En voici trois :

A la Conférence préliminaire d'Helsinki, l'attitude finlandaise à l'égard de Moscou était fort différente de celle de deux autres pays neutres, à gouvernement socialiste : l'Autriche et la Suède. La Finlande s'alignait même plus

sur l'U.R.S.S. que la Roumanie, pourtant toujours membre du Pacte de Varsovie.

Dans les derniers jours de 1972, la Finlande a reconnu le gouvernement de Hanoï parce qu'il offre « toutes les caractéristiques propres à l'Etat souverain », mais elle n'a pas reconnu le Vietnam du Sud « en raison de la situation confuse qui y règne ». On donnera à cette discrimination tout son sens en rappelant que le gouvernement socialiste suédois lui-même, pourtant à l'avant-garde de la lutte pour la cause de Hanoï, avait seulement rappelé son représentant à Saïgon, sans rompre les relations diplomatiques.

L'aspect chronologique de la chose n'est pas sans intérêt, Kekkonen s'était entretenu avec Brejnev, le 23 décembre ; il est rentré à Helsinki le 24 et la décision de reconnaître Hanoï et non Saïgon a été prise au cours d'une réunion extraordinaire du Conseil des ministres, le 28 décembre.

Dernier exemple : la télévision, nous dit le journal suisse, « traite les Etats-Unis d'une telle manière que, si elle en usait de même à l'adresse de l'Union soviétique, on aurait probablement été conduit à une crise diplomatique grave ».

ALIGNEMENTS ÉCONOMIQUES

L'économie finlandaise se trouve confrontée à trois réalités européennes : la Scandinavie, le Marché commun et le Comecon. Or, en face de chacun de ces trois partenaires, le gouvernement finlandais finit par prendre la position la plus conforme aux thèses soviétiques.

L'économie commune scandinave, qui intéresse les Finlandais au premier chef, a été la première victime de ce processus d'alignement.

Les experts économiques des pays scandinaves avaient élaboré minutieusement l'Union économique des pays nordiques, NORDEK, et les Finlandais avaient participé aux travaux. Or, dès décembre 1969, le gouvernement finlandais — où siégeaient alors des communistes — refusa de parapher cet accord. Il fit ainsi échouer ce projet.

Le problème des rapports avec le Marché commun fut traité d'abord de la même manière. Des discussions furent engagées avec la participation active des représentants finlandais. Finalement, en juillet 1972, un accord de libre échange fut paraphé à Bruxelles entre la Finlande et la C.E.E. Mais ce n'était qu'un paraphe. La signature devait venir après, mais la Finlande n'a pas signé l'accord dans les mois qui suivirent sa conclusion, et il est donc mort-né. Tout le monde sait que l'obstacle vient de Moscou, mais personne n'a mis en cause l'Union soviétique dans la presse du pays. A la fin d'octobre dernier, une fuite calculée permit à un journal suédois, *Dagens Nyheter* — ce n'était pas la première fois qu'on utilisait un journal suédois pour donner les informations sur la politique extérieure finlandaise —

de donner un résumé assez détaillé des entretiens du président Kekkonen avec Brejnev, au cours de sa visite privée d'août 1972. Il y aurait été longuement question de l'accord entre la Finlande et le Marché commun ; le président Kekkonen se serait porté garant auprès des dirigeants soviétiques que les relations soviéto-finlandaises ne souffriraient en rien de cet accord, lequel ne comportait aucune implication politique pour la Finlande.

Le ministre des Affaires étrangères finlandais fit une mise au point disant que l'article rapportait de nombreux faits exacts, mais contenait également des affirmations erronées. A cette époque, la question de la réélection de Kekkonen au poste présidentiel était posée, et beaucoup de commentateurs pensèrent qu'un marchandage était en cours. Kekkonen serait réélu, mais, en contre-partie, la Finlande pourrait signer l'accord de libre échange avec le Marché commun.

Il n'en fut rien.

En décembre dernier, à son retour de Moscou, Kekkonen déclara dans son allocution radiodiffusée du Nouvel An, qu'il faudrait « encore du temps, beaucoup de maîtrise et de réflexion avant de prendre notre décision dans un tel contexte ». Une fois de plus, la clé de l'attitude finlandaise se trouvait à Moscou. On aime à croire en France que les Soviétiques ont fini par admettre la réalité du Marché commun : les Finlandais sont bien placés pour savoir qu'il n'en est rien, puisque même l'accord de libre échange, qu'ils avaient déjà paraphé, n'a pas obtenu l'autorisation soviétique d'être signé.

Le refus soviétique d'autoriser cet accord s'accompagne désormais d'une menace précise : le rapprochement de la Finlande du Comecon. Au début de l'année, le président Kekkonen déclarait qu'il convenait « d'aborder le processus d'intégration en Europe en partant de la totalité que forment tous les pays du continent » ; il était clair dès lors que ce rapprochement était déjà en cours. Quelques jours avant, le 21 décembre, le ministre finlandais du Commerce extérieur avait soumis au secrétaire général du Comecon, Fadeyev, un projet de coopération entre la Finlande et le Comecon. Il s'agit de mettre sur pied la coopération entre la Finlande et une dizaine de groupes de travail et de commissions à l'intérieur du Comecon, ainsi que des organismes spéciaux, comme Intermétal (qui coordonne l'industrie métallurgique) ou Interchimie, qui fait la même besogne pour la chimie. Ensuite, cette coopération s'étendra à d'autres secteurs, comme l'industrie de machines, l'industrie de construction, l'énergie, etc. C'est la première fois qu'un pays dont « l'économie n'est pas socialiste » entre en coopération étroite avec le Comecon. (C'est le fils de Kekkonen qui dirigea la délégation finlandaise dans ces entretiens préliminaires).

Ainsi, Moscou vient d'empêcher la création d'un précédent et d'en créer un autre. Prédécent qu'on a empêché : l'accord d'un gou-

vernement proche de Moscou (c'est le cas des Finlandais) avec le Marché commun, ce qui pourrait donner un jour à un autre gouvernement, comme le gouvernement roumain, l'idée de faire de même. Précédent qu'on vient de créer : la coopération d'un pays où règne l'économie de marché libre et un régime parlementaire avec le Comecon. C'est là un atout que la propagande communiste ne manquera pas d'exploiter.

LA RÉÉLECTION DE KEKKONEN

Président de la République depuis 1956, Kekkonen devait quitter normalement son poste et laisser la place à un autre le 1^{er} mars 1974. Or, en janvier 1973, son mandat présidentiel a été reconduit jusqu'à 1978. S'il reste en vie jusqu'à cette date, il aura atteint le record, sans précédent, de vingt-deux années de fonction ininterrompue au poste de la présidence de la République.

Ce n'est pas là ce qui donne à cette réélection son caractère particulier. Il réside dans les conditions qui ont présidé à la prolongation du mandat de Kekkonen et dans la méthode employée.

Dès le printemps 1972 — donc deux ans avant l'expiration du mandat présidentiel — la plupart des grands partis politiques finlandais s'étaient prononcés pour la reconduction de ce mandat. Le premier parti à le faire fut le Parti communiste. Il n'est plus représenté au gouvernement, mais son empressement paraît parfaitement logique dès qu'on tient compte de la position des Soviétiques, désireux de conserver à tout prix Kekkonen à son poste. Le parti le plus important dans le pays, qui dirigeait le gouvernement, le Parti social-démocrate, avait évité de prendre nettement position en faveur de la prorogation du mandat de Kekkonen lors de son congé, en juin 1972. Cela ne pouvait qu'accroître le caractère ambigu de la situation : le P.C. parti dans l'opposition était le premier à réclamer la prorogation du mandat ; le Parti social-démocrate, qui occupait le pouvoir, hésitant à le faire. Finalement, à son Conseil national, au milieu de novembre 1972, le Parti social-démocrate se prononça également pour la prorogation de son mandat.

Tout paraissait réglé définitivement lorsque, un mois plus tard, on connut le texte d'une lettre au président Kekkonen, signée par 34 personnalités éminentes de la vie publique, intellectuelle et scientifique finlandaise. Les signataires demandaient au président Kekkonen de respecter la démocratie, de ne pas la réduire à une façade et, par conséquent, de ne pas chercher à prolonger son mandat présidentiel en tournant la Constitution et en se faisant élire à l'aide d'une loi spéciale.

La réaction de Kekkonen fut violente : il répliqua que dans ces conditions il renonçait à demander la prorogation de son mandat, mais au lieu de discuter les arguments de la

lettre il ne parlait que de l'article, publié six semaines plus tôt dans le quotidien suédois, relatant sa conversation avec Brejnev ! Or, cet article révélait que Kekkonen avait proposé une sorte de marchandage. Moscou acceptait la signature de l'accord de libre-échange Finlande-Marché commun et, en contre-partie, Kekkonen acceptait la reconduction de son mandat. Si Kekkonen refusait d'être reconduit, le marchandage n'était plus valable. Restait à savoir si les deux termes de ce marchandage devenaient caducs et nuls. Or, il suffit de quelques jours pour constater que le deuxième terme de ce marchandage, la réélection de Kekkonen, était toujours valable car la totalité des grands partis politiques firent appel à Kekkonen pour réexaminer sa décision. Du premier terme, il n'était plus question.

En janvier 1973, le Parlement finlandais se réunit pour reconduire le mandat de Kekkonen. Il fallait, pour que le vote fût valable, l'adhésion des cinq-sixièmes des députés. Cela voulait dire qu'il aurait suffi de 34 voix (sur un total de 200 députés) pour empêcher la victoire de Kekkonen. Les débats durèrent quatorze heures et, finalement, le vote fut acquis par 170 contre 28, donc avec une marge majoritaire de six voix.

On n'a guère remarqué que, dans l'espace de quelques semaines, deux présidents de la République en Europe, jouissant du soutien du Parti communiste local et de l'appui de Moscou, avaient été réélus dans des conditions non démocratiques et contraires aux usages de leur propre pays : Kekkonen en Finlande et Makarios à Chypre, le premier, on vient de voir comment ; le second, qui était sans concurrent, a reçu l'aide massive de l'AKEL.

LA POLITIQUE DU P.C. FINLANDAIS

Le processus de « finlandisation » qu'on vient d'évoquer trouve dans le Parti communiste le défenseur le plus enthousiaste. Les porte-parole du Parti font connaître leur approbation aussi bien à Helsinki qu'à Moscou. Le président du P.C., Aarne Saarinen, s'est rendu dans la capitale soviétique en même temps que Kekkonen, à la fin de décembre 1972, pour assister aux festivités du 50^e anniversaire de la proclamation de l'Union soviétique. Saarinen y prononça un discours où il mettait l'accent sur ces trois idées-forces : la réélection du président Kekkonen (chose faite trois semaines plus tard), l'opposition à la « soumission » du pays au Marché commun (il a eu gain de cause également sur ce point) et la nécessité d'agir avec force contre « l'offensive de la droite », c'est-à-dire les quelques éléments dans la vie politique qui rechignent devant la finlandisation.

Depuis 1969-1970, le Parti communiste doit faire face à trois dangers, une accumulation sans précédent dans son histoire. Premier danger : la scission publique du Parti entre son aile « libérale » et son aile « néo-stalinienne »

(nous en avons souvent parlé dans notre bulletin au cours des dernières années). Cette scission a conduit, après le 15^e Congrès du Parti (avril 1969) à la création de deux directions officielles du Parti, chacune des deux tendances ayant élu son Comité central, son président, son vice-président et son secrétaire général. Depuis lors, le raccommodage a été fait grâce aux très nombreuses démarches de Moscou.

Le deuxième danger s'est manifesté lors des élections parlementaires de mars 1970 ; le Parti (les deux tendances réunies) tomba de 21 % des suffrages exprimés — sa moyenne de toutes les élections depuis 1945 — à 16,6 %. On verra, aux élections de l'année prochaine, si le Parti s'est stabilisé à son niveau le plus bas ou s'il a réussi à remonter la pente.

Le troisième danger résultait de la difficulté d'obliger les sociaux-démocrates à pratiquer l'unité d'action et l'alliance avec les communistes. Depuis 1966, avec la formation du « gouvernement de grande coalition », présidé par un socialiste, les communistes disposaient de deux atouts : leur présence au gouvernement et l'existence d'un Parti socialiste de gauche, très proche des communistes, également représenté au gouvernement. Aujourd'hui, ces deux atouts ont disparu : un social-démocrate préside toujours le gouvernement, mais les communistes n'en font plus partie. Quant aux socialistes de gauche, qui faisaient cause commune avec les communistes « néo-stalinistes » dans les syndicats au temps de la scission dans le P.C.F., ils ont été littéralement écrasés aux élections de mars 1970 où ils ont perdu la totalité de leurs 7 sièges. Désormais, les communistes n'avaient plus aucun intérêt à courtiser et à soutenir ce groupement — alors qu'au lendemain de sa formation, en 1957, ses dirigeants étaient même reçus au Kremlin — aussi, en décembre 1972, le Comité exécutif de la gauche socialiste décida-t-il, par 11 voix contre 3, de dissoudre le Parti et de retourner dans le giron du Parti social-démocrate.

Ainsi, l'une des armes préférées des communistes, employées dès l'époque de l'Internationale communiste : provoquer la scission chez les socialistes et soutenir une gauche socialiste dissidente, n'a donné finalement aucun résultat en Finlande. Il ne reste au Parti communiste qu'à chercher l'alliance avec le Parti social-démocrate lui-même. Dès son dernier congrès, ouvert le 31 mars 1972, le P.C.F. proposa au Parti social-démocrate la recherche d'un

terrain commun, mais fort modeste, sans demander ni la présence des communistes au gouvernement ni la rédaction d'un programme commun. Mais le Parti social-démocrate, à son congrès, en juin 1972, se montra très réservé face à ces sollicitations. Depuis, les communistes se sont bornés à proposer aux socialistes des ententes sur des questions concrètes et précises, sans beaucoup plus de succès non plus.

C'est ainsi qu'on pouvait lire encore, le 6 février, dans la *Pravda* soviétique cette nouvelle : « *Le vice-président du P.C. finlandais, Taisto Sinisalo, dans son discours prononcé à Pori, a proposé que les communistes et les sociaux-démocrates agissent ensemble à la prochaine session parlementaire pour faire adopter la « loi pour la protection de la paix ». L'admission d'une telle loi, a souligné Sinisalo, représentait un obstacle sérieux au développement des activités de la droite finlandaise et une protection contre la propagande militariste en Finlande.* »

Cette nouvelle était suivie de ce commentaire dans l'organe officiel du P.C. soviétique : « *Il est connu que, jusqu'à maintenant, le Parti social-démocrate a constamment rejeté toutes les propositions du Parti communiste sur la coopération concernant les questions pratiques concrètes.* »

Or, — encore une coïncidence — le président du Parti communiste, Saarinen, et le président du Parti social-démocrate, Paasio, se rencontrèrent, presque au même moment, lors d'un séminaire ouvrier, et la voie fut ouverte pour engager des négociations sur la coopération relative aux questions concrètes. Un autre argument était évoqué en faveur de cette coopération : la conclusion du programme commun de gouvernement socialiste-communiste en France. Cet acte politique plaçait en position délicate le Parti social-démocrate qui refusait dans son pays « finlandisé » de s'allier aux communistes sur quelques points limités et modestes, alors que le Parti socialiste français avait accepté dans un pays non finlandisé de s'engager à gouverner cinq ans avec les communistes.

Voilà un usage externe du Programme commun socialiste-communiste que de nombreux sociaux-démocrates finlandais auraient préféré ignorer.

Les communistes français, quant à eux, préfèrent qu'on ne parle pas trop de ce qui se passe en Finlande. Le 24 novembre 1972, date de l'ouverture de la Conférence préliminaire d'Helsinki, l'envoyé spécial du quotidien communiste titrait son article : *L'épouvantail de la « finlandisation »*. Les guillemets ajoutés par la rédaction signifiant que pour les communistes français ce mot de finlandisation n'est rien d'autre qu'une invention des tenants de l'atlantisme.

Branko LAZITCH.

APRES AVOIR LU
EST & OUEST
ENVOYEZ-LE A UN AMI

Nouveaux regards sur l'agriculture soviétique

LE Bureau International du Travail, à Genève, a publié récemment la 32^e édition de son traditionnel *Annuaire des Statistiques du Travail 1972*, un gros volume de plus de 800 pages, se rapportant à 180 pays et territoires, des plus petits aux plus grands, et parmi ces derniers, l'U.R.S.S. et les U.S.A. On pouvait aussi espérer y trouver les premières statistiques de main-d'œuvre relatives à la Chine communiste, à côté de celles se rapportant au Japon, à l'Inde, à l'Indonésie. Hélas, il n'en est rien, l'*Annuaire* du B.I.T. ne contenant pas la moindre indication sur la Chine.

De même, force est de constater que les statistiques de main-d'œuvre sont les plus incomplètes, quelquefois anciennes, souvent fragmentaires et parfois totalement absentes en ce qui concerne l'Union soviétique et, en règle générale, tous les pays du bloc communiste. N'en seront évidemment surpris que ceux qui veulent bien feindre la surprise.

L'U.R.S.S. n'apparaît même pas dans les pages consacrées au chômage, et pour cause. Comme chacun sait, au pays des Soviets il n'y a jamais eu de chômeurs, et il serait par conséquent impensable de recenser et encore moins de secourir ceux qui sont à la recherche d'un emploi, fût-ce à titre transitoire. Seules la Pologne et la Yougoslavie, parmi toutes les nations communistes, osent communiquer à l'organisme mondial, des chiffres relatifs au nombre de leurs chômeurs. Partout ailleurs, le silence est d'or — sans cesser en l'occurrence d'être éloquent.

Autre lacune significative, on ne trouve dans l'*Annuaire* du B.I.T. aucune indication au sujet des accidents de travail en U.R.S.S. Faut-il comprendre que la machine industrielle est tellement bien huilée que le fléau des accidents professionnels y a été à jamais conjuré ? Il est vrai qu'à cet égard, Tchécoslovaquie et Hongrie, Pologne et Yougoslavie entourent de bien moins de mystère ce qui se passe dans leurs usines sur ce plan-là.

En dépit de ces lacunes et des nombreuses autres faiblesses qu'on peut facilement y déceler, les statistiques de main-d'œuvre ainsi réunies, présentent, notamment pour ce qui est des pays communistes, un intérêt certain. C'est donc à cette source que nous allons, pour commencer, nous référer. Les sources complémentaires seront, comme il se doit, indiquées soit dans le texte, soit dans les renvois.

De tous les grands pays qui sont — ou qui se disent — tant soit peu industrialisés, c'est l'U.R.S.S. qui compte le plus fort pourcentage de population active... dans l'agriculture, soit 26 millions, ou 24 % en 1971, contre 16 pour cent au Japon à la même date, 13 pour cent en France, 8 pour cent en Allemagne fédérale, 4 pour cent aux Etats-Unis et moins de 2 pour cent en Grande-Bretagne.

Même les pays traditionnellement producteurs de forts excédents agricoles, comme la Hollande et le Danemark, n'ont en comparai-

son qu'une faible population agricole, soit en l'occurrence 10,7 pour cent de la population active totale.

Ainsi, 55 années de régime communiste et huit plans quinquennaux consécutifs ayant tous pour objectif prioritaire l'industrialisation du pays, n'ont toujours pas réussi à rapprocher l'Union soviétique des pays occidentaux, ou même du Japon, pour ce qui est du transfert de la main-d'œuvre rurale vers des activités plus productives.

UNE MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE NOMBREUSE ET ENCHAINÉE AU SOL

Au surplus, rien n'indique que le retard de l'U.R.S.S. à cet égard soit sur le point d'être comblé. Bien au contraire, la Russie soviétique se « transforme » en un pays industriel à une cadence bien moins rapide que les pays occidentaux. En l'espace des dix dernières années, la population active agricole de l'U.R.S.S. n'est passée que de 27,7 millions en 1962 à 26,0 millions, elle n'a donc baissé que de 1,7 million de personnes. Pendant le même laps de temps, la population active engagée dans l'agriculture en France (qui est, ne l'oublions pas, presque cinq fois moins peuplée) a diminué également de 1,7 million, aux Etats-Unis de 1,6 million, et au Japon de 5,6 millions de personnes.

Ces chiffres apportent un démenti, au moins partiel, aux affirmations de source officielle et selon lesquelles les mouvements de population qui se produisent en U.R.S.S. seraient analogues à ceux auxquels nous assistons dans les pays de l'Occident capitaliste. A en croire la revue *Voprosy Ekonomiki*, du 9 septembre 1970, sous la signature de V. Perevedencev, l'urbanisation aurait fait des progrès extrêmement rapides en Union soviétique au cours de la décennie précédente puisque la population urbaine se serait accrue de 36 millions d'habitants, soit très exactement de 36 pour cent. Cependant, le même auteur est obligé d'admettre que, pendant la même période de onze ans, la population rurale n'a diminué que de 3,1 millions, soit une baisse totale d'à peine 2,8 pour cent.

Dans la pratique, *kolkhoziens* et *sovkhoziens* restent enchaînés aux exploitations agricoles, soit coopératives soit d'Etat, car on leur refuse systématiquement le passeport intérieur qui, seul, leur permettrait d'émigrer vers les villes. Seule exception, ce passeport tant convoité est attribué automatiquement sur demande aux travailleurs agricoles ayant contracté et terminé un engagement volontaire dans l'armée supérieure à la durée normale du service militaire obligatoire, lequel est de trois ans. Aussi, l'armée rouge ne manque-t-elle pas de « volontaires » d'origine rurale — mais ceci est une autre histoire.

En définitive, que l'on prenne en considération la population rurale dans son ensemble ou seulement la main-d'œuvre agricole, on aboutit approximativement aux mêmes consta-

tations. En tout état de cause, la production alimentaire mobilise encore à l'heure actuelle 26 millions de travailleurs à plein temps, chiffre auquel il convient encore d'ajouter plusieurs millions d'ouvriers agricoles employés à temps partiel ou occasionnellement, par exemple les « brigades de volontaires » formées de citadins qui sont envoyés dans les champs pour assurer une partie des récoltes.

LA PRODUCTIVITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE RESTE RIDICULEMENT FAIBLE

En ne comptant que la main-d'œuvre permanente, la force de travail employée dans l'agriculture soviétique est 7 et demi à 8 fois plus nombreuse que les effectifs comparables d'exploitants et d'ouvriers agricoles réunis aux Etats-Unis, soit 3,4 millions de personnes, également en 1971. Or, cette paysannerie soviétique qui est en majeure partie dans les *kolkhozes* et subsidiairement dans les *sovkhoses*, ne produit globalement pas plus que les *farmers* américains, comme on peut s'en rendre compte par la statistique suivante extraite d'une récente étude d'origine allemande (1) portant sur l'année 1970 :

Production comparée des Agricultures soviétique et américaine en 1970 (2) (en millions de tonnes)

	U.R.S.S.	U.S.A.
Céréales, y compris maïs, froment, orge, avoine, seigle et riz	86,8	168,0
Viande	12,3	16,4
Lait	83,0	53,3
Fibres de coton	2,13	2,33

En dépit de toutes les études qui ont été rédigées au sujet de l'agriculture soviétique, on ne se rend pas suffisamment compte de l'immensité du gaspillage des ressources humaines auquel la politique poursuivie depuis un demi-siècle a conduit ce pays. Si la productivité de la main-d'œuvre agricole en U.R.S.S. pouvait — par quelque miracle — être portée au même niveau qu'aux Etats-Unis, quelque 22 millions de *kolkhoziens* et de *sovkhosiens* seraient rendus disponibles et pourraient contribuer à la production industrielle, aux transports et au secteur tertiaire.

DES IMPORTATIONS MASSIVES DE DENRÉES AGRICOLES

On est évidemment loin du compte. Non seulement les 3,5 millions d'agriculteurs amé-

ricains assurent amplement la subsistance de toute la population des Etats-Unis, mais encore ils sont capables de produire des excédents dont une partie non négligeable doit être achetée par le gouvernement de Moscou pour combler les déficits de la production agricole nationale.

Les commandes soviétiques de céréales passées à l'automne 1972 et prévoyant des livraisons devant s'échelonner jusqu'au milieu de 1973, portent sur quelque 32 millions de tonnes (3). Cette quantité est équivalente à plus du sixième de la récolte soviétique annuelle de céréales de tous acabits (4). Ainsi, 17 Soviétiques sur 100 devront-ils cette année leur subsistance à la productivité supérieure des agriculteurs américains et canadiens.

On notera en passant que le coût des importations soviétiques de blé, actuellement en cours, s'élèvera à plus de 2 000 millions de dollars. Et le public soviétique est encore aujourd'hui tenu dans l'ignorance de ces transactions et du rôle de secouriste que les pays capitalistes jouent, une fois de plus, dans cette affaire.

« ... c'est l'U.R.S.S. qui doit bientôt devenir le client le plus important des agriculteurs américains », pouvait affirmer le bulletin de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, dans son numéro 328 (mars 1973), sans la moindre crainte d'essuyer un démenti.

Le blé n'est pas, il s'en faut, la seule denrée alimentaire que le gouvernement de Moscou se voit obligé d'importer massivement. Au moment où sont écrites ces lignes, la Commission européenne de Bruxelles négocie avec Moscou la vente de 200 000 tonnes de beurre. Pour mesurer pleinement l'importance de ce marché, il faut rappeler que cette quantité correspond à la moitié des stocks européens de beurre. Jamais auparavant, un contrat de cette importance n'a été conclu, que ce soit pour l'exportation ou pour l'importation de cette matière grasse.

TOUTES LES EXPLICATIONS AVANCÉES JUSQU'ICI S'AVÈRENT INCOMPLÈTES ET INSUFFISANTES

Pour expliquer comment l'U.R.S.S. en est venue là, il ne suffit pas, bien entendu, de rappeler sempiternellement le fait que, naguère, c'est-à-dire avant la guerre 1914-18, la Russie des tsars était un pays exportateur de blé et

(1) C. Rapport du prof. Karl Eugen Wadekin, cité par *Problèmes Economiques* (La Documentation Française) n° 1278, du 28 juin 1972.

(2) Globalement, la production agricole brute en 1971 a tout juste égalé le chiffre correspondant de 1970. L'année dernière, la situation a empiré puisque la production agricole brute de l'U.R.S.S. a baissé de 4,6 pour cent par rapport à 1971. Ainsi, au cours des trois dernières années, il y a eu régression — au lieu de l'expansion prescrite par le IX^e Plan quinquennal.

(3) Le regretté Lucien Laurat n'évaluait, dans *Est et Ouest*, n° 494, 16-30 septembre 1972, les commandes de céréales passées par le gouvernement de Moscou qu'à quelque 10 millions de tonnes. Tout récemment, le *Fiaro* (du 27 mars 1973) parlait de 19 millions de tonnes. C'est aux meilleures sources américaines et anglaises que nous avons, enfin, puisé le montant total de 32 millions de tonnes!

(4) D'autres chiffres, légèrement différents ont été cités. La récolte de 1971 se serait élevée à 181 millions et celle de 1972 à 187 millions de tonnes tandis que l'objectif du IX^e Plan quinquennal pour 1973 est de 197,4 millions de tonnes. Les besoins minimum seraient, toujours d'après les sources soviétiques, de 208 millions de tonnes par an. L'objectif pour 1975 a été fixé à 205-210 millions de tonnes. Cf. *Pravda*, des 19 novembre et 5 décembre 1972.

de denrées agricoles en général. Cet argument, en vieillissant, a perdu beaucoup de son poids.

L'explication véritable réside en réalité dans le décalage de plus en plus grand entre l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre agricole respectivement en U.R.S.S. et dans les pays d'Occident, et plus particulièrement aux Etats-Unis, précisément au cours des dix à vingt dernières années.

Examinons d'abord rapidement ce qui s'est passé du côté soviétique sur ce plan-là. Il est de fait qu'en l'espace des douze années qui séparent 1959 de 1971, la main-d'œuvre agricole en U.R.S.S. est passée de 38,4 millions à 26,0 millions de personnes. Admettons, ce qui est une supposition raisonnable, que l'on puisse chiffrer à environ 10 pour cent l'augmentation globale de la production agricole soviétique entre ces deux dates. Cela signifierait que la productivité par travailleur agricole aurait tout de même augmenté de 4,2 pour cent par an. C'est en se fondant sur ce genre de calcul que les leaders soviétiques crient victoire, car ce calcul les confirme justement dans leur croyance aveugle en la supériorité du système de production communiste.

Et en effet, dans un monde qui resterait immobile, ce résultat serait satisfaisant. Mais un tel raisonnement est parfaitement illusoire dès lors que l'on fait entrer en ligne de compte l'évolution qui s'est produite simultanément dans les pays capitalistes et, pour commencer, aux Etats-Unis. En effet, en Amérique du Nord, la production agricole a augmenté de 50 pour cent entre 1950 et 1968 tandis que le nombre des heures de travail, par suite entre autres de l'exode des « farmers » vers les villes, diminuait de moitié. La productivité a ainsi triplé en l'espace de dix-huit ans, soit un taux d'accroissement annuel de 6,3 pour cent, donc nettement supérieur, surtout cumulativement, au taux soviétique correspondant (5).

C'est évidemment à qui courra plus vite et plus loin. Car l'écart entre les pourcentages d'augmentation moyenne par an que nous avons calculés, soit respectivement 4,2 et 6,3 %, ne manque pas de creuser une différence cumulée de 27 pour cent en douze ans et de 43 pour cent en 18 ans. En d'autres termes, en vingt ans, la productivité du travail dans l'agriculture américaine a augmenté moitié plus vite que dans l'agriculture soviétique. Et aucun « idéologue » ne pourra jamais démentir ce calcul simple qui résulte inévitablement de la loi exponentielle ou, si l'on préfère, de la loi des intérêts composés.

Cette démonstration vaut la peine d'être poussée plus en avant, mais à condition de s'écarter quelque peu des arguments traditionnels. Tandis que, nous venons de le dire, la durée du travail dans l'agriculture américaine diminuait de moitié entre 1950 et 1968, en partie à cause de la réduction effective des horaires de travail, nous ignorons à peu près tout de l'évolution qui a eu lieu dans ce domaine en Union soviétique. Par contre, en nous référant une fois encore à l'*Annuaire* du

B.I.T. (pp. 475 à 479), nous découvrons que le nombre d'heures de travail dans les secteurs non agricoles en U.R.S.S. n'a pratiquement pas bougé depuis une dizaine d'années, soit 40,3 heures effectives en 1962 et 40,4 heures en 1971 (6). Il n'y a donc aucune raison apparente de penser qu'il en ait été différemment dans les *kolkhozes* et surtout dans les *sovkhoses* qui sont, après tout, des entreprises comme les autres.

LES ARGUMENTS TIRÉS DE LA TAILLE DES ENTREPRISES ET DU DEGRÉ DE MÉCANISATION

D'où provient donc cette énorme différence dans la productivité des agriculteurs américains et soviétiques ? Cette différence ne peut en aucun cas s'expliquer par la différence de taille des entreprises agricoles puisqu'une ferme américaine typique comporte 155 hectares tandis qu'un *kolkhoze* ou un *sovkhose* moyen s'étend sur 10 800 hectares. Sur ce plan-là, l'avantage serait donc nettement du côté de la très grosse exploitation, qui est de règle en Union soviétique.

En second lieu, on cite souvent, pour expliquer l'infériorité de l'agriculture soviétique son prétendument faible degré de mécanisation ou, ce qui revient sensiblement au même, l'insuffisance des investissements dans la mécanisation de l'agriculture (7). Quelle est, au juste, la valeur de cet argument ?

En 1970, on dénombrait 4,8 millions de tracteurs agricoles aux U.S.A. contre 2,0 millions en U.R.S.S. Simultanément, le parc américain des moissonneuses-batteuses s'élevait à 850 000 unités, contre 620 000 en Union soviétique. La supériorité américaine est nette, sans toutefois être écrasante, en particulier pour ce qui est des moissonneuses-batteuses.

Ainsi donc l'agriculture américaine est, en gros, deux fois mieux pourvue en engins mécaniques que ne l'est l'agriculture soviétique. Cet écart a plutôt tendance à se réduire, si l'on en croit les objectifs du IX^e plan quinquennal qui prévoit la mise en service en 1973, de 500 000 tracteurs et de 94 000 moissonneuses-batteuses (8).

Revenons cependant à l'essentiel. Puisque l'agriculture soviétique est moitié moins motorisée que l'agriculture américaine, en bonne logique on devrait s'attendre à une différence de même ordre en ce qui concerne la productivité respective du travail dans le secteur agricole dans les deux pays. Or, comme nous l'avions déjà constaté, l'écart dans ce domaine est de presque 8 contre 1. Il saute aux yeux que l'ar-

(6) Pendant cette même période, la durée de travail hebdomadaire dans les secteurs non agricoles aux Etats-Unis a diminué de plus de 1 heure 20 minutes (passant de 38,7 h à 37,4 h entre 1962 et 1972).

(7) Pour illustrer cette thèse, on pourrait aisément trouver plusieurs dizaines de citations. Par exemple, le prof. Wadekin auquel nous nous étions référé précédemment, écrit : « ... en d'autres termes, la modernisation de l'agriculture et son besoin en capital ont été trop longtemps négligés. » Cf. *Problèmes Economiques*, n° 1278 (28 juin 1972), p. 6.

(8) Cf. *Chronique d'actualité*, S.E.D.E.I.S., mars

(5) Cf. Bulletin de l'ambassade américaine à Paris, *l'Economie américaine*, n° 328, mars 1973, p. 10.

gument de la mécanisation ne suffit pas à expliquer, il s'en faut, l'état arriéré des *sovkhoses* et des *kolkhoses*.

Devant cet imbroglio, on est tout naturellement tenté de revenir à notre thèse initiale, celle d'un exode rural trop lent et insuffisant en volume de populations déplacées vers les centres urbains. Une analyse tant soit peu poussée montre cependant que l'affaire n'est pas aussi simple qu'il y paraît à première vue.

On sait que, dans les campagnes, ce sont les *kolkhoses* qui sont les plus gros employeurs de main-d'œuvre puisqu'ils en totalisent à eux seuls près de 80 pour cent (9). Or, les « besoins » des *kolkhoses* en main-d'œuvre semblent n'être couverts que d'une manière tout à fait désordonnée, au petit bonheur la chance.

De source officielle (10), on nous apprend en effet qu'au printemps et en été, les *kolkhoses* situés en Sibérie manquent de main-d'œuvre à concurrence de 17 à 30 pour cent, ceux du Kazakhstan de 20 pour cent et ceux d'Estonie de 25 pour cent ; tandis que les *kolkhoses* d'Ukraine, de Moldavie et de Biélorussie ont des excédents de travailleurs allant de 22 à 42 pour cent, et ceux de Géorgie ont même un effectif de 99 pour cent supérieur à leurs « besoins ». Ainsi, dans les régions agricoles traditionnelles, les excédents de main-d'œuvre complètement inutile — c'est bien le cas de le dire — varient entre le quart et près de 100 pour cent (par rapport aux effectifs jugés indispensables).

Le lecteur de ce bilan pourra difficilement accorder un satisfecit aux planificateurs soviétiques.

Tous les auteurs soviétiques admettent désormais que l'industrialisation forcenée pratiquée du temps de Staline avait pour contrepartie le maintien des campagnes dans un état d'arriération à peine imaginable. Khrouchtchev fut le premier à tenter un effort pour relever quelque peu le niveau de subsistance qui était alors la condition réservée aux *kolkhoziens* et aux *sovkhhoziens*, exception faite toutefois des mécaniciens et des conducteurs de tracteurs et de moissonneuses-batteuses. Le revenu journalier d'un *kolkhozien* fut ainsi porté en 1955 à 1,23 rouble (soit 7,62 F), contre 0,75 rouble en 1952, c'est-à-dire avant la mort de Staline.

Comme chacun sait, l'année 1964 fut celle du lancement de la réforme Liberman dans l'industrie soviétique, réforme qui a fait long feu. Mais cette année 1964 a aussi et surtout marqué un véritable tournant dans la politique soviétique à l'égard de l'agriculture. Le salaire des *kolkhoziens* fut majoré, pour être porté à 2,27 roubles (soit 14,07 F), y compris les paiements en nature ; ce même salaire a été ensuite progressivement porté à 3,62 roubles (ou 22,44 F) en 1969.

(9) Par exemple en 1959, dernière année pour laquelle nous possédions les chiffres détaillés (v. *Annuaire* déjà cité du B.I.T., pp. 146-147), on comptait 31,7 millions de *kolkhoziens*, 6,6 millions de *sovkhhoziens* et seulement moins de 100 000 agriculteurs indépendants, maraîchers pour la plupart.

(10) Cf. article déjà cité de *Voprosy Ekonomiki*, septembre 1970.

Pour être complet, ajoutons qu'à la même date, le revenu journalier d'un *sovkhhozien* moyen était de 4 roubles (24,80 F) et celui d'un tractoriste-machiniste, de 5,10 roubles (31,62 F).

C'est également en 1964 que la sécurité sociale fut, pour la première fois et fort timidement, étendue aux travailleurs *kolkhoziens*, qui furent ainsi admis à une modeste pension vieillesse. Depuis lors, le régime des *kolkhoziens* a été peu à peu amélioré. A l'heure actuelle, leur pension vieillesse est fixée à un maximum de 105 roubles et un minimum de 27 roubles par mois (soit de 167 F à 651 F) ; elle se situe à environ 90 pour cent des taux applicables aux travailleurs de l'industrie (11).

Sans doute, en comparaison avec le niveau de vie des ruraux en Occident et plus particulièrement avec celui des riches *farmers* américains ou canadiens, la condition *kolkhozienne* demeure-t-elle peu enviable. A l'opposé, il convient de reconnaître qu'en l'espace des neuf dernières années, le revenu des *kolkhoziens* s'est sensiblement amélioré.

En bonne logique, cette augmentation des salaires, se doublant de prestations accrues de sécurité sociale, aurait dû faire progresser la production des entreprises agricoles et la productivité de la main-d'œuvre agricole en U.R.S.S. Sans doute pouvait-on penser que cet effet pourrait n'être qu'à retardement, mais qu'à coup sûr il serait sensible, disons, à partir de 1967 ou 1970 au plus tard.

Or, nous savons tous que ces calculs furent bel et bien déjoués et que, loin de rattraper l'efficacité des *farmers* américains, la productivité du travail des *kolkhoziens* et des *sovkhhoziens* accuse, par rapport à leur modèle américain, un retard qui ne cesse de s'élargir.

Ainsi, tous les « sacrifices » que le gouvernement soviétique a consentis au profit des travailleurs agricoles, en particulier depuis 1964, l'ont-ils été en vain. On comprend mieux à présent la perplexité des dirigeants du Kremlin. Tant que l'agriculture demeurait le parent pauvre de l'économie, l'insuffisance de la production agricole pouvait, d'une certaine manière, s'expliquer.

Mais qu'une politique nouvelle, qui a systématiquement cherché à favoriser aussi bien les investissements agricoles : bâtiments, engrais et machines, et à relever le niveau de vie des *kolkhoziens* et des *sovkhhoziens*, se soit soldée par un échec à peu près total, doit à coup sûr apparaître à Brejnev et à ses coéquipiers comme une énigme — pour ne pas dire comme un casse-tête chinois.

Comme il faut tout de même des boucs émissaires, on a fini par limoger, tout récemment d'ailleurs, le ministre de l'agriculture, Matskevitch. On doit aussi s'attendre à une épuration des cadres et des dirigeants des *sovkhoses* et des *kolkhoses* les plus déficients. Il y a tout lieu de penser que l'on proclamera bientôt une « réforme » des entreprises agri-

(11) Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, du 24 octobre 1970. V. aussi l'étude déjà citée du prof. Wadekin, auquel nous savons emprunté les chiffres relatifs au revenu des *kolkhoziens* et des *sovkhhoziens*, depuis 1952.

coles. Celle-ci sera vraisemblablement assortie d'un nouveau barème de primes de rendement.

Ensuite, pendant un an ou deux, la *Pravda* et les *Izvestia* multiplieront des articles consacrés, comme de coutume, à un certain nombre de réussites locales et ponctuelles. Puis, l'enthousiasme journalistique retombera. Ce n'est que beaucoup plus tard que Brejnev — ou

son successeur — se livrera à une critique en règle de l'agriculture soviétique pour ses échecs répétés. Et tout recommencera comme avant.

Car Brejnev et Cie n'admettront jamais que c'est tout le système des *kolkhozes* et des *sovkhozes* qu'il faudrait changer — pour tirer l'agriculture soviétique d'une léthargie plus que demi-séculaire.

Jean LAFORET.

Les différents marchés noirs dans les pays de l'Est

I. - Le marché noir sur les devises

LES monnaies communistes se caractérisent par leur non-convertibilité intérieure et extérieure, jointe à un contrôle des changes draconien. Cela veut dire que dans les pays communistes ni les nationaux ni les étrangers ne peuvent acheter et vendre librement des devises, ni les importer et les exporter sans déclarations.

Cela signifie aussi et implique qu'aucune monnaie communiste (1) n'est acceptée en dehors du camp socialiste ni à son cours officiel ni à son cours « touristique » pourtant très inférieur au premier. Dans la plupart des banques (2), les billets des pays communistes ne sont même pas acceptés du tout. Seules les banques suisses, allemandes et libanaises font preuve sur ce point d'un certain libéralisme.

FICTION DES COURS OFFICIELS ET INCONVERTIBILITÉ : RAISONS DE CETTE SITUATION

On sait que traditionnellement, la valeur réelle d'une monnaie se mesure à l'aune d'une double exigence de convertibilité : la convertibilité en or et la convertibilité avec les autres monnaies.

Jusqu'à la première guerre mondiale, la valeur de la plupart des monnaies se définissait réellement par leur poids d'or. N'importe qui pouvait échanger billets et pièces auprès de la Banque d'Emission contre leur contre-valeur officielle en or. A la suite des bouleversements apportés par les deux guerres, les crises économiques et financières, l'or a perdu son rang, et, par suite de l'émergence des Etats-Unis comme première puissance mondiale, seul le dollar américain a pu conserver jusqu'en décembre 1971 le privilège

d'être librement convertible (3) en or au cours officiel de 35 dollars l'once (31,1 g.). C'est-à-dire qu'une banque étrangère par exemple avait la faculté de recevoir pour chaque dollar renvoyé aux Etats-Unis 1/35^e d'once d'or. Le dollar était réputé valoir son poids d'or et a pu être considéré comme tel jusqu'à la crise de 1968-1969. Ce système est donc abandonné (4) et seule subsiste actuellement la convertibilité des principales monnaies occidentales entre elles à des cours fixés par le libre jeu de l'offre et de la demande.

Normalement, cette confrontation des monnaies est nourrie par la confiance ou la défiance des Etats et des détenteurs de capitaux privés envers la puissance industrielle et financière d'un pays donné. Mais cela ne suffit pas ; comme on le voit pour les Etats-Unis une balance des paiements et une balance commerciale déficitaires suffisent à ruiner le crédit de la monnaie la plus solide.

En ce qui concerne les pays communistes, bien d'autres éléments entrent en ligne de compte pour interdire d'accepter en Occident des monnaies dont le cours est de toute évidence arbitraire et dénué de réelle garantie fiduciaire. A l'Est le montant des réserves en or et devises est en effet tenu secret, comme celui des billets en circulation (sauf en Pologne et en Allemagne Orientale), ainsi que l'état exact de la dette publique et le niveau réel des déficits budgétaires. Enfin, le monopole du commerce extérieur et des opérations financières, la rigidité du Plan, la volonté de Moscou de centraliser à son profit les balances-devises de ses satellites empêchent l'entrée des monnaies communistes dans le club des monnaies fortes « capitalistes », comme c'est pratiquement le cas pour le dinar yougoslave.

En attendant, les comptables nationaux,

(1) Le dinar yougoslave est accepté depuis longtemps en Occident et à l'Est comme une monnaie capitaliste de deuxième ordre à peu près sûre.

(2) Y compris à la Banque du commerce pour l'Europe du Nord dont les actionnaires principaux sont deux banques soviétiques.

(3) Sauf pour les citoyens américains eux-mêmes afin d'éviter une spéculation résultant de la différence entre le cours officiel et le cours du marché libre.

(4) Néanmoins, toutes les monnaies, y compris les communistes, restent définies par une certaine quantité d'or.

les planificateurs, les touristes en pays de l'Est continuent à se débattre les uns dans des comptes aussi inextricables que factices de « couronnes tchèques de blé » différentes des « couronnes-machines outils » ou des « cou-

ronnes-cristal de Bohême », des zlotys « devises » valant trois à cinq fois plus que le zloty intérieur, suivant qu'il s'agit de « zloty-charbon », de « zloty-lard », ou de « zloty-bouteille de whisky pour étrangers », etc...

Tableau I
LES DIFFÉRENTES VALEURS DES MONNAIES DES PAYS DE L'EST (début 1972)

	Contenu en mmgr. d'or fin	Cours offic. en roubles	Cours offic. en dollars	Cours spécial en roubles (1)	Taux de change touristique en dollars	Cours en dollars au marché noir	Décote par rapp. au cours touristique
Albanie : 1 lek	177,75	0,39	0,25	—	0,09	0,021	328 %
Allemagne de l'Est : 1 mark	420	0,33	0,55	0,313	0,31	0,08	250 %
Bulgarie : 1 lev	759,5	0,769	0,777	1,282	0,54	0,37	46 %
Hongrie : 1 forint	75,76	0,076	0,037	0,0885	0,037	0,025	33 %
Pologne : 1 zloty	222	0,066	0,045	0,0654	0,027	0,012	125 %
Roumanie : 1 leu	148,11	0,150	0,20	0,1666	0,050	0,038	30 %
Tchécoslovaquie : 1 couronne	123	0,125	0,16	0,1395	0,056	0,029	93 %
U.R.S.S. : 1 rouble	987	—	1,211 (2)	—	1,211	0,27	350 %

(1) D'après la *Documentation Française*, ces cours, intérieurs aux pays communistes, sont établis sur la base de calculs portant sur les structures de consommation en prix de détail. Ils sont employés dans les calculs de frais de représentation diplomatique et de missions à l'étranger.

(2) La Gosbank a réévalué le rouble de 9,21 % le 1^{er} janvier 1972 (ancien taux 1 rouble = 1,10 dol.), de même les autres pays communistes puis, à la suite de la nouvelle dévaluation du dollar le 12 février 1973, de 10,8 % (nouveau taux : 1 rouble = 1,31 \$, mesure qui, dans le cas soviétique particulièrement, est tout à fait artificielle).

Le tableau I indique les parités officielles que Moscou a imposées à ses satellites du temps de Staline, Chine comprise et qui sont encore en vigueur.

Il permet de se rendre compte de la distorsion considérable qui existe entre ces cours et ceux pratiqués vis-à-vis des monnaies occidentales. Ils sont en général beaucoup plus réalistes et c'est sur cette base, en confrontant également les données du tableau II, que dans le cadre d'une remise en ordre monétaire les monnaies communistes devraient être déva-

luées ou, plus rarement, réévaluées comme le renminbi chinois.

On s'aperçoit ainsi que le rouble se distingue par une forte décote par rapport au cours tout à fait surfait que la Gosbank impose aux devises occidentales.

Par exemple contre marks-est, il ne vaut plus que l'équivalent de 4,60 F., et contre levas bulgares, que l'équivalent de 3,62 F. (pour mémoire 1 rouble = 6,17 F. au cours officiel).

En l'occurrence, l'U.R.S.S. est gagnante, cette disparité lui permettant de s'approvision-

Tableau II
PARITÉS TOURISTIQUES DES MONNAIES COMMUNISTES ENTRE ELLES

	Albanie leks	Allemagne de l'Est marks	Bulgarie levas	Chine Populaire Yuans	Corée du Nord wons	Hongrie forints	Mongolie tughriks	Pologne zlotys	Roumanie lei	Tchéco- slovaquie couronnes	U.R.S.S. roubles	Vietnam du Nord dongs
1 Lek	—	0,34	0,156	0,159	0,156	1,49	0,50	1,82	1,00	1,15	0,114	0,37
1 Mark	2,94	—	0,442	0,468	0,442	4,36	1,47	4,78	2,59	3,01	0,33	1,08
1 Lev	6,40	2,34	—	1,092	1,005	10,18	3,46	19	10,64	12,37	0,78	2,55
1 Yuan	6,41	2,13	0,951	—	0,951	9,30	3,15	11	6,43	7,48	0,71	2,32
(« Renminbi »)												
1 Won	6,40	2,25	1,005	1,050	—	9,82	3,33	10,62	5,76	6,70	0,75	2,45
1 Forint	0,603	0,21	0,096	0,100	0,096	—	0,32	1,16	0,65	0,73	0,072	0,25
1 Tughrik	1,82	0,67	0,301	0,315	0,301	2,94	—	3,66	1,90	2,31	0,225	0,85
1 Zloty	0,55	0,19	0,055	0,11	0,871	0,85	0,29	—	0,57	0,63	0,065	0,21
1 Leu	1,03	0,37	0,166	0,173	0,166	1,62	0,48	1,84	—	1,16	0,124	0,40
1 Couronne ..	0,862	0,34	0,138	0,144	0,138	1,41	0,45	1,59	0,90	—	0,103	0,33
1 Rouble	8,375	3,00	1,34	1,40	1,34	13,10	4,44	15,3	8,30	9,65 (1)	—	3,27
1 Dong	2,73	1,07	0,26	0,50	0,26	6,37	1,58	7,97	2,91	5,02	0,357	—

(1) L'armée d'occupation soviétique a imposé pour ses soldats un cours de 18 couronnes contre 1 rouble, soit presque 2 fois le cours normal, exactement comme la Wehrmacht et son cours forcé de 20 F. pour 1 reichsmark qui a tant nui à l'économie française en 1940-44.

ner à bon compte *par troc* chez ses voisins en produits industriels de haute technicité donc à forte valeur ajoutée, en biens de consommation domestique ainsi qu'en fruits et légumes contre des matières premières dont elle fixe les termes d'échange à sa guise.

SANCTION MONÉTAIRE DES MONNAIES COMMUNISTES EN OCCIDENT

L'ironie veut que ce soit le *rouble*, unité de compte du camp socialiste, gagé paradoxa-

lement par un stock d'or qui ne représente pas moins des deux tiers de celui de Fort-Knox, qui souffre de la décote (5) la plus considérable non seulement parmi les « monnaies sœurs », mais encore parmi les 160 monnaies du monde entier. Mieux encore, l'étalon réel dans les pays communistes reste toujours le dollar, sacro-saint malgré ses vicissitudes. Dans les hôtels, les magasins spéciaux des capitales des pays de l'Est, l'étranger innocent qui aurait la velléité de payer en roubles ou dans la monnaie locale, se voit ricaner au nez par les employés ou au mieux opposer un refus gêné...

Tableau III
COURS LIBRES FIN JUIN 1972 — ZURICH (en francs suisses)

Pays	Monnaie	Achat	Vente	Cours touristique ou officiel	Décote
Albanie	100 leks	non cotés		81,50	—
Allemagne orientale	100 marks	28	30	120	332 %
Bulgarie	100 levas	144	147	200	39 %
Hongrie	100 forints	10,20	10,70	13,90	36 %
Pologne	100 zlotys	4,15	4,30	10,30	139 %
Roumanie	100 lei	10	10,40	21,60	106 %
Tchécoslovaquie ..	100 couronnes	11,50	11,90	25,15	119 %
U.R.S.S.	100 roubles	97	99,50	463	377 %

La Compagnie Parisienne de Réescote (C.P.R.), 26, rue St-Georges, et ses agences de Lyon et Marseille, qui est en quelque sorte la banque des changeurs, fournit également toutes devises étrangères dont celles des pays de l'Est avec toutefois un écart acheteur-vendeur plus important.

Le tableau III montre la disparité de change considérable qui existe entre le taux imposé aux étrangers occidentaux et celui qui est offert à l'achat et à la vente par les banques suisses notamment. Ces derniers taux ne sont pas du tout arbitraires puisqu'ils résultent des cours pratiqués au marché noir (6) dans les différents pays.

Comme on le voit, le rouble bat les records d'avalissement, suivi de près par le mark oriental. Jusqu'en janvier 1972 c'était le zloty qui disputait au rouble la lanterne rouge monétaire quand M. Giereck, décidant une dévaluation de 50 % de sa monnaie par rapport au dollar, en « améliorait » sensiblement la parité. Il avait été précédé par la Bulgarie qui avait dévalué sa monnaie de 70 % en 1962 et par la Hongrie qui avait dévalué la sienne de 27,7% en janvier 1968, instituant ainsi des cours plus réalistes.

Cette politique a favorisé l'essor du tourisme occidental vers ces deux pays et permis de développer les exportations. Marque d'une certaine confiance du capitalisme international « cosmopolite » envers le régime de M. Kadar, la banque Rothschild, de Londres, a accordé en mai 1968 à la Hongrie un prêt non affecté de 15 millions de \$ d'une durée de 4 ans qui a été suivi d'un autre fin 1972.

Quant au *leu* de la Roumanie, sa décote élevée indique une défiance vis-à-vis de la politique intérieure néo-stalinienne et du secret opaque qui entoure sa situation financière. De

même pour la Tchécoslovaquie, exsangue à tous points de vue, dont le régime Husak n'améliore pas l'état, hélas !

Comparaison peu flatteuse, toutes ces monnaies communistes, émises par des pays industrialisés, ne valent guère mieux qu'une quelconque monnaie de pays sous-développé plus ou moins insolvable (7) tel le *guarani* du Paraguay (décote de 33 %), la *roupie* indienne (— 43 %), le *sol* péruvien (— 115 %), le *paanga* de l'île Tonga (— 123 %), le *shilling* tanzanien (— 129 %), le *peso* uruguayien (— 133 %), le *kip* laotien (— 158 %) et le *kyat* birman (— 247 %).

Un *de profundis* spécial doit être prononcé à la mémoire de l'*escudo* du Chili, arraché au système occidental mais pas encore tout à fait communiste, dont la décote au marché noir et hors du pays atteint le taux pharamineux de 700 %, causée entre autres par une inflation officielle de 163 % pour 1972.

(5) Une « décote » est la dévaluation de fait qui peut exister entre le cours officiel et le cours du marché libre (officieux ou « noir »).

(6) Une petite prime de risque est prise qui n'est pas superflue quand on sait que les gouvernements communistes peuvent décréter du jour au lendemain l'échange des billets comme cela s'est produit plusieurs fois avec une lourde taxation au-delà d'un certain plafond.

(7) Source : *Crédit-Suisse*, juin 72.

Tableau IV
COURS OFFICIEL EN FRANCS FRANÇAIS

	1965	1970	1972	Définition en or fin sur la base de 38 \$ par once
Albanie (1 lek)	1,000	1,104	1,113	177,75 mg.
Allemagne orientale (1 mark) ..	2,221	2,487	2,499	400 «
Bulgarie (1 lev)	4,191	4,718	4,746	759,5 «
Chine populaire (1 renminbi) ..	2,006	2,760	2,257	308,95 «
Hongrie (1 forint)	0,419	0,47	0,473	75,45 «
Pologne (1 zloty)	1,236	1,38	1,419	222,2 «
Tchécoslovaquie (1 couronne) ..	0,687	0,767	0,787	123,40 «
U.R.S.S. (1 rouble)	5,443	6,133	6,172	987 «
Roumanie (1 leu)	0,822	0,92	0,962	148,11 «
Nord-Vietnam (1 dong)	1,560	1,877	2,65	413,50 «

« Monies of the World » — Pick-Sédillot — Ed. Pick — New-York.

Tableau V
TAUX DE DÉPRÉCIATION, AU MARCHÉ NOIR,
DU COURS OFFICIEL
PAR RAPPORT AU DOLLAR
(mars 1971) *

Pays	Monnaie	Dépréciat.
Bulgarie	lev	149,6 %
Hongrie	forint	281,2 %
Tchécoslovaquie ..	couronne	406,9 %
Allemagne Orient.	mark	510,4 %
Roumanie	leu	529,2 %
U.R.S.S.	rouble	583,3 %
Albanie	lek	940 %
Pologne	zloty	3.086 %

(*) A la suite des dévaluations du dollar intervenues en août 1971 et février 1972 on doit ajuster ces taux en fonction d'une réévaluation de 19 % des monnaies communistes, d'ailleurs sans aucune portée pratique dans le cas présent.

Nous ne nous étendrons même pas sur la décote qui apparaîtrait par rapport au *cours officiel* (voir tableaux IV et V) des monnaies communistes fondé sur une définition en or fin tout à fait théorique. Elle serait partout gigantesque. En fait, ce cours est complètement fictif et inusité. Seuls l'U.R.S.S. et les pays communistes asiatiques ne font pas de différence entre cours officiel et cours touristique.

Tout autour du monde communiste s'égrènent une série de villes où se traitent sur le marché parallèle les monnaies de « l'autre côté », ainsi Helsinki, Berlin-Ouest, Francfort, Zürich, Vienne, Trieste, Istamboul, Beyrouth, Téhéran, Kaboul, New-Delhi, Hong-Kong, Yokohama...

Le plus gros trafic se réalise avec les deux plaques tournantes ferroviaire et aérienne de l'Allemagne, Francfort, et Zürich où diplomates et fonctionnaires des pays de l'Est débarquent avec des liasses de billets souvent neufs. Vienne est également un centre important par sa situation en Europe centrale. Les Autrichiens désireux de passer le week-end à Budapest se munissent auparavant de *forints*, pendant que les 150.000 Hongrois, qui, en

1972, ont visité l'Autriche en vendent pour du *schilling*. Pour cette raison, le forint s'est stabilisé à un niveau relativement élevé avec une décote de 33 % « seulement ». L'officine de change Feichtner and Co, à l'angle de la Wipplingerstrasse et de Tuchlauben, pratique les meilleurs cours-vendeurs d'Europe pour les monnaies communistes.

Nous parlerons plus loin du cas particulier de Berlin-Ouest, fort important puisque la saignée financière et économique qui provoquait le marché noir avant 1961 a motivé l'érection du Mur aussi impérieusement que la fuite des bras et des cerveaux ou la « contagion idéologique ».

A Beyrouth, sur la place des Canons, les changeurs achètent et vendent tranquillement du rouble, du leu, du lev aux marins socialistes en goguette, à deux pas de la Narodowy Bank soviétique pour le Moyen-Orient.

A Kaboul, dans les curieuses échoppes du bazar aux Argents, l'*afgani*, monnaie plutôt faible, fait bonne figure contre les billets russes apportés par les nomades turkhwènes en relation étroite avec leurs frères Ouzbecks d'outre Amou-Daria. Les nombreux techniciens soviétiques présents en Afghanistan ne se privent pas également de se débarrasser à perte de leurs roubles pour acquérir les précieux souvenirs y compris les stylos à bille chinois qui feront sensation à Moscou ou à Kiev...

LES DIVERSES PRATIQUES DE MARCHÉ NOIR SUR LES DEVICES A L'INTÉRIEUR DES PAYS COMMUNISTES

Dans tous les pays communistes, il existe un marché noir sur les devises, mais l'intensité du phénomène varie beaucoup d'un pays à l'autre suivant la politique financière des dirigeants, les efforts faits ou non en faveur d'un relèvement du niveau de vie, enfin avec la mentalité des populations.

En Pologne, le trafic sur les devises représente un véritable fléau économique pendant qu'en Bulgarie et en Roumanie il est devenu assez rare grâce, il faut le dire, à une police plus vigilante qu'ailleurs.

Mais, partout, le contrôle des changes absolu contraint toutes sortes de gens honnêtes dans des situations variées à se procurer sur le « marché parallèle », donc de manière délicate, voire criminelle (ce genre de transaction est en effet un « crime économique ») les devises dont ils ont besoin. Ce peut être, parce qu'ayant enfin obtenu l'autorisation de voyager à l'Ouest, on ne bénéficie que d'une allocation en devises ridiculement faible (5 dollars pour les Polonais jusqu'en 1971, 10 dollars pour les Tchèques) et qu'il faut bien faire l'appoint. Ce peut être parce qu'on a envie d'acheter la bouteille de cognac ou la cartouche de cigarettes américaines ou le bâton de rouge à lèvres (étiquetés en dollars!) longtemps convoités dans un de ces magasins réservés en principe aux étrangers (8).

Inversement, le touriste occidental faite d'achats attrayants devra « traiter » son excédent de papier auprès d'un serveur ou d'un chauffeur de taxi complaisant. Il a pu être tenté aussi de se pourvoir amplement à l'arrivée en constatant l'énorme différence qu'il y a entre le cours officiel et le « cours libre » pratiqué par ailleurs.

Fait assez étonnant : il existe également un marché noir sur les différentes monnaies des pays frères, pour la bonne raison que leur contrôle est également strict et que certaines sont plus fraternellement recherchées que d'autres : ainsi le forint hongrois (9) qui permet de faire des achats relativement intéressants à Budapest où les prix sont assez compétitifs par rapport à ceux de Varsovie ou de Moscou, ou le lev bulgare qui permettra quelques amusements à Varna sur la Mer Noire. (Se reporter aux cours comparés du tableau VI).

Jusqu'en 1971, un Polonais par exemple, ne pouvait changer que 500 zlotys maximum (65 F. au cours touristique) en Allemagne de l'Est, en dehors de ses bons de séjour.

Puis, le 1^{er} janvier 1972, à la suite d'un accord signé entre les deux pays, la frontière s'ouvrit aux Polonais qu'on fit bénéficier d'une allocation de 5.000 zlotys. Ce fut un raz de marée. Dès le mois de mai, 2,2 millions de « touristes » Polonais avaient déjà franchi l'Oder-Neisse (contre 100.000 seulement en 1971) et s'étaient précipités sur les textiles artificiels, les meubles, les réfrigérateurs et les magnétophones est-allemands. Si bien que le camarade Honecker dut demander cet automne au camarade Giereck de bien vouloir tarir ce flot qui risquait de mettre en péril la balance des paiements est-allemands et l'approvisionnement de la population... Ce fut fait en décembre et les voyages des Polonais vers la vitrine du camp

(8) Dans la plupart des pays, on ferme les yeux sur la manière dont les précieuses devises ont été acquises. Elles sont acceptées au nombre de 14 exactement : \$ U.S. et canadien, Frs français, suisse et belge, Mark ouest-allemand et finlandais, les 3 couronnes scandinaves, le florin hollandais, la livre, le schilling autrichien et la lire. Même les petites pièces divisionnaires sont admises et rendues indifféremment en monnaies diverses.

(9) Voir notre étude sur « les prix et les salaires dans les pays socialistes », Est et Ouest n° 457, 1^{er}-15 décembre 1970.

Tableau VI
TAUX DE DÉPRÉCIATION, AU MARCHÉ NOIR,
DU ZLOTI POLONAIS PAR RAPPORT
AUX AUTRES MONNAIES DE L'EST (en 1971)

Monnaie	Cours officiel	Cours parallèle	Décote
1 rouble ..	15,3	20	30,9 %
1 lev	19	25	31 %
1 mark	4,78	5,00	4,8 %
100 forints ..	116	150	29 %
100 lei	184	200	8 %
100 couronnes	159	200	27 %

La forte différence sur le lev s'explique par le fait que la Bulgarie, un peu l'Espagne des pays de l'Est, attire beaucoup de vacanciers et celle sur le rouble parce que beaucoup d'Occidentaux en route vers l'U.R.S.S. en achètent contre dollar au taux de 1 à 5.

La faible différence sur le mark résulte du fait que jusqu'en 1971 les Polonais étaient sujets à de sévères restrictions dans leurs voyages en Allemagne de l'Est et que la demande était donc réduite.

socialiste furent à nouveau réduits au compte-goutte.

Nul doute que cette situation n'a pas été sans rappeler, dans un contexte différent bien sûr, aux dirigeants est-allemands, celle qui prévalait avant la construction du Mur de Berlin. Jusqu'au 13 août 1961, en effet, un marché noir gigantesque s'était organisé entre les deux parties de la ville, évalué par les autorités de Pankow elles-mêmes à 100 millions de dollars annuellement. (Les correspondants de M. Franz Pick (10), sans doute bien placés pour le savoir, évaluent ce trafic en 1969 à 6 ou 8 millions de marks-est par mois). Il s'appuyait d'une part sur une décote de 400 % à l'ouest du mark oriental et d'autre part sur les sensibles différences de prix entre les deux secteurs : inférieurs d'un côté pour les pommes de terre, les vêtements d'enfant et les produits pharmaceutiques, inférieurs de l'autre pour les cigarettes, le chocolat, le café, les voitures, l'essence, etc... Le Mur fut et reste encore une nécessité vitale du point de vue communiste pour un régime fragile qui risquait à la longue d'être emporté par un naufrage économique et financier.

Depuis, le trafic de devises n'a pas cessé ; il est même presque aussi grand avec l'accroissement des touristes occidentaux, mais ses effets secondaires ont disparu puisque les contrôles douaniers sur les marchandises achetées à l'ouest comme à l'est sont extrêmement sévères. D'autre part, les visiteurs pour Berlin-Est sont obligés de changer à la frontière 5 DM-ouest contre 5 DM-est et 30 par jour pour les touristes séjournant plus d'un jour. Cependant le trafic sur le mark-est reste un problème préoccupant pour les autorités communistes qui hésitent à effectuer des fouilles personnelles sur les visiteurs. Malgré ses progrès économiques et diplomatiques, la R.D.A. qui prétend

(10) Spécialiste new-yorkais, auteur d'un annuaire très coûteux et introuvable en France « The Currency-Year-Book » et co-auteur avec M. Sédillot d'un ouvrage intitulé « Monies of the World » (1972).

que sa monnaie a, *mutatis mutandis*, exactement la même valeur que celle de sa prestigieuse voisine, la voit stagner au marché parallèle au 1/3 de sa valeur proclamée (11).

Cet avilissement d'un signe monétaire est la démonstration flagrante de la défiance nationale et internationale vis-à-vis de lui et du régime qui l'émet. La Pologne qui, jusque fin 1971, ne pouvait guère se flatter de posséder la plus mauvaise monnaie du monde, n'échappe pas à cette sanction monétaire, comme la Rus-

sie qui est maintenant au bas de la liste en compagnie de l'Albanie et du Chili.

Il faut reconnaître que la tendance depuis 1964-65 est à l'amélioration face à l'étalon-dollar soit pour des raisons objectives (changements de parités, libéralisation des importations des marchandises occidentales) soit pour des motifs subjectifs de sécurité ou de mieux-être.

Le tableau n° VII ci-après enregistre cependant les rechutes causées par exemple par les événements de Prague en 1968 et ceux de Gdansk-Szczecin en 1970.

Tableau VII
COURS EN MONNAIE NATIONALE POUR 1 DOLLAR AU MARCHÉ NOIR

En :	1965 4 ^e trim.	1966 4 ^e trim.	1967 4 ^e trim.	1968 3 ^e trim.	1969 3 ^e trim.	1970 4 ^e trim.	1971 4 ^e trim.	1972 3 ^e trim.	Cours officiel touristique		
									avant 1972	depuis 1972	depuis février 1973
									pour 1 dollar		
roubles	3,65	4	4,85	6	5,5	6,15	6	4,60	0,909	0,829	0,755
marks-est	15	13,5	15,75	16	15	14,50	13	13	4,20	3,92	3,50
leks albanais	80	70	65	55	55	52	60	50	12,50	13,7	12,4
levas bulgares	3,5	4	3,5	3,75	3,75	3,5	2,5	2,9	2	1,8	1,63
forints hongrois	55	52	52	52	50	45	45	45	30	27,63	24,85
lei roumains	30	36	47,5	40	42	45	35	38	18	16,4	14,8
zlotys polonais	105	115	115	100	110	180	90	90	23,80	36	32,7
couronnes tchèques	37,5	30	37	60	72	40	35	33	16,8	15,25	13,4

**L'ÉTAT COMMUNISTE
PREMIER RESPONSABLE
DU MARCHÉ NOIR SUR LA MONNAIE
ET DE LA DÉSORGANISATION
DU COMMERCE INTÉRIEUR**

D'une certaine manière, les gouvernements communistes établissent eux-mêmes les cours de la monnaie au marché noir. En effet, ils émettent des bons à utiliser dans les magasins spéciaux pour étrangers, dignitaires et bourgeois socialistes : les « Corecom » en Bulgarie, les « Intershops » en Allemagne de l'Est, les « P.K.O. » en Pologne, les « Artex » en Hongrie, les « Tuzex » en Tchécoslovaquie, les boutiques du « Vneshposyltorg » en U.R.S.S. Tous sont des « organismes pour biens et services en devises étrangères ».

Pour permettre les achats dans ces organismes, ont été créés notamment un « Genexmark », qui vaut de 5,50 à 7,50 mark-est par dollar ; des titres de paiement P.K.O. sur la

base de 66 zlotys par dollar (au lieu de 23,80 normalement) réglables uniquement à partir de l'Ouest en faveur d'un résident polonais ; des bons « Tuzex » libellés en couronnes valant 2,5 fois le cours touristique, un « Darouble », etc...

Curieusement, en Pologne comme en Tchécoslovaquie, la population ne peut pas se procurer librement ces bons au moyen de devises occidentales, mais elle peut acheter à concurrence d'un certain quota les marchandises qu'elle désire dans les magasins en question au moyen des bons, qu'importe le moyen utilisé pour leur acquisition.

Les trafiquants sont donc là qui achètent ces bons 2 fois à 3,5 fois leur valeur officielle auprès des touristes occidentaux ou des personnes ayant bénéficié de virements d'un parent émigré, pour les revendre aux clients avec un bénéfice de 10 à 15 %. Nous donnerons plus loin quelques détails sur le trafic auquel donnent lieu les marchandises vendues dans les magasins spéciaux.

Généralement, la police ferme les yeux sur les petits trafics auprès des étrangers, sauf en Albanie, en Roumanie et en Russie. A Moscou, de nombreux chauffeurs de taxi sont soit des indicateurs, soit des provocateurs et il est dangereux pour un étranger de faire sa transaction sur la banquette arrière : le chauffeur peut vous mener directement au poste (Andrei

(11) D'après Franz Pick, un « syndicat » très au point où participent de hauts fonctionnaires et militaires des deux Berlin s'occupe des transferts de fonds avec une grande précision et une grande sécurité grâce à leur immunité diplomatique. détermine en quelque sorte les cours en vigueur à Berlin-Ouest. Mais les étudiants du Tiers-Monde inscrits à la Humboldt Universität et les retraités de la R.D.A. autorisés à voyager à l'Ouest alimentent également le marché.

Amalrik a été arrêté par des policiers se servant d'un taxi). Le trafic de l'or et des devises était estimé à 9 - 12 millions de dollars par semaine à Moscou en 1969-1970, et à 12 millions de dollars par an pour les seules devises à Bucarest.

En Pologne par contre, où les trafics en tous genres s'élèvent à la hauteur d'une institution (moins depuis la chute de Gomulka dont l'aveuglement face à la corruption le disputait à une politique économique brouillonne), on n'a guère entendu dire qu'un étranger ou qu'un de ces nombreux jeunes qui, un peu partout, vous sussurent à l'oreille « *want to change money* » aient été condamnés (12).

Néanmoins, certaines grosses affaires défraient périodiquement la chronique comme ce procès qui a impliqué à Varsovie un groupe de « 10 affairistes en devises », (« *Zycie Warszawie* », 17-2-72) tous hauts fonctionnaires qui furent condamnés à de lourdes peines de prison : 12 ans pour le général Matejewski, 2 ans et demi à 9 ans pour ses co-inculpés.

Hommage du vice à un étalon (monétaire) tout contesté qu'il est : les dames légères qui hantent les bars des hôtels pour étrangers se font payer leurs galants services exclusivement en dollars. La police tolère leurs activités moyennant renseignements sur leurs clients comme partout dans le monde.

LES PAYS SATELLITES SE REBIFFENT CONTRE L'IMPÉRIALISME MONÉTAIRE DE MOSCOU

Les divergences que connaissent actuellement les Européens de l'Ouest vis-à-vis de

(12) Cependant dans le cadre de la drastique remise en ordre opérée par M. Giereck, environ 50 000 personnes en situation irrégulière (trafiquants, oisifs, prostituées etc...) ont été interpellées en 1971 et un certain nombre astreints au travail obligatoire ou refoulés dans leurs villes d'origine.

Washington à propos du dollar ne sont guère comparables avec l'état de dépendance absolu où sont maintenues les monnaies satellites par rapport au rouble. Ces dernières années, plusieurs personnalités des démocraties populaires se sont insurgées, à fleuret moucheté, contre le sort injuste que le Kremlin fait à leurs monnaies anémiées.

En particulier, M. Jaroszewicz, alors vice-président du conseil polonais et M. Rêze Nyers, économiste du politbureau hongrois, réclamèrent à l'automne 1969, dans l'*Ekonomitsheskaya Gazeta*, une sérieuse réforme monétaire. En vain. La Banque internationale de coopération économique du C.A.E.M. (véritable sigle du Comecon) et sa formule de comptes multilatéraux en roubles « transférables » introduite en 1964, opérationnelle en 1970 seulement, n'a servi en définitive qu'à asseoir la main-mise soviétique sur le commerce et la monnaie de ses partenaires « égaux ».

Il était question lors de la 25^e session du Comecon, en août 1971, à Bucarest, d'une monnaie convertible commune aux Etats membres, assortie d'une réévaluation du rouble et d'une dévaluation des autres monnaies socialistes par rapport au dollar. La surestimation du rouble qui permet à l'U.R.S.S. de s'approvisionner à trop bon compte avait été assez nettement critiquée, principalement par la Pologne. On apprenait, le 8 mars 1973, qu'une importante réunion des ministres des finances des pays du Comecon devrait se tenir en avril à Katowice dans le sud de la Pologne, sans doute sur les instances pressantes de M. Giereck. Il est probable que le Kremlin, visiblement très inquiet par la fascination qu'exerce la C.E.E. sur certains de ses alliés, devra faire des concessions importantes.

Ils ont d'autre part pris l'initiative de la rencontre, le 12 mars, avec M. Schultz, secrétaire d'Etat américain au Trésor, au cours de laquelle a été étudiée une réévaluation du prix mondial de l'or, laquelle servirait grandement les Soviétiques.

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8^e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 65 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 100 F. pour un an ou à 130 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Les pays baltes face à l'Union soviétique

III. - Disparition de trois Etats européens (1939-1945)

Le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 suscita et la surprise et la consternation des gouvernements baltes, bien qu'ils n'eussent pas été informés des clauses secrètes du traité qui les concernaient. A compter de ce jour, on pourrait comparer leur attitude à celle d'un oiseau fasciné par un serpent (1).

Très vite, l'attaque allemande sur la Pologne remporta d'importants succès, montrant à quel point était fallacieuse la « politique de grande puissance » pratiquée par Varsovie dans l'entre-deux-guerres, et combien se leurraient les milieux baltes, en particulier estoniens, qui pensaient s'appuyer sur elle pour assurer leur sécurité. Au cours des combats, la marine polonaise fut détruite ou contrainte à la fuite. L'une de ses unités, le sous-marin « *Orzel* », poursuivi par la Kriegsmarine, parvint à lui échapper en se réfugiant dans les eaux portuaires de Tallinn où les autorités estoniennes internèrent son équipage, conformément aux usages de la neutralité. Le 18 septembre, l'*Orzel* réussit à s'enfuir et à gagner la haute mer, pour réapparaître plus tard sur les côtes anglaises. La veille, l'Armée rouge avait envahi la Pologne orientale, en accord avec le haut commandement de la Wehrmacht, ce qui, entre autres, procurait à l'U.R.S.S. une frontière commune avec la Lituanie.

L'incident du sous-marin « *Orzel* » fut aussitôt exploité par Moscou. Le 19, l'ambassadeur d'Estonie, convoqué par Molotov, s'entendit informer de la volonté soviétique de ne plus reconnaître la souveraineté de Tallinn sur les eaux territoriales estoniennes ; la Marine rouge allait prendre en charge la protection de cet espace maritime. Au même moment, la flotte russe de la Baltique pénétrait effectivement dans les zones côtières en question, pendant que des escadrilles d'avions soviétiques survolaient l'Estonie. L'inégale épreuve de force débutait.

ASSERVISSEMENT DE L'ESTONIE

Staline entamait la conquête des Etats baltes par celui qui s'était avéré le plus coriace lors des combats de 1918 à 1920. Seule l'Estonie avait acquis sa libération pratiquement par ses propres moyens (mis à part les volontaires finnois dans la phase initiale). De plus, durant les dernières années qui précédèrent la nouvelle guerre mondiale, elle avait manifesté une volonté bien plus marquée que ses voisines de faire éventuellement face à l'Union soviétique. La résistance estonienne brisée, les deux autres maillons de la chaîne balte tiendraient moins longtemps.

Deux jours, le gouvernement de Tallinn s'interrogea, envisagea les diverses possibilités,

et finit par s'incliner : le 21 septembre, renonçant à toute action armée, il s'adressait, seul et directement, à l'U.R.S.S., sollicitant des entretiens. Le Kremlin convoqua alors le ministre des Affaires étrangères estonien, Karl Selter, qui arriva à Moscou le 23 septembre et fut immédiatement placé par Molotov devant des exigences accrues : concession de bases militaires sur deux points : à Parnu et à Tallinn, c'est-à-dire sur la côte sud du pays et dans sa capitale, rendant impossible toute tentative ultérieure de défensive face à l'U.R.S.S., — et conclusion d'une alliance militaire.

Aux objections de Selter sur la neutralité estonienne, Molotov coupa court par une brève leçon d'histoire quant aux revendications russes d'un débouché sur la Baltique, par le rappel que ni l'Angleterre, ni l'Allemagne n'aideraient l'Estonie, et par l'avertissement qu'en cas de refus, l'Union soviétique emploierait la force. Tallinn avait trois jours pour répondre à ces demandes.

Atterré, le diplomate estonien informa son gouvernement qui contacta sur-le-champ la Lettonie. Mais à Riga, les dirigeants refusèrent nettement d'envisager une coopération militaire et engagèrent au contraire vivement à accepter les exigences des Soviétiques.

Le 26 septembre, l'Estonie se résignait à céder à l'ultimatum, à l'exception de la présence militaire russe à Tallinn. Une délégation partit pour Moscou, où elle parvint le 27, le jour où s'achevaient les combats en Pologne. Au moment où elle entamait les discussions avec Molotov, l'Allemagne et l'U.R.S.S. s'accordaient, le 28, sur un texte complémentaire au pacte du 23 août, concédant cette fois la Lituanie à Staline. Aussi les diplomates estoniens furent-ils brusquement informés, ce même 28 septembre, qu'un sous-marin non identifié, opérant dans les eaux côtières de l'Estonie, au large de Narva, venait de couler dans la nuit précédente un bâtiment de commerce soviétique. Ce fait nouveau et grave contraignait l'U.R.S.S. à prendre en main la protection de ses intérêts sur l'ensemble du territoire estonien.

La délégation dirigée par Selter s'opposa désespérément à cette exigence inattendue et finalement, la journée du 28 s'acheva par la signature du traité d'assistance mutuelle soviéto-estonien, pour une durée de dix ans, comportant l'octroi de bases militaires à l'Armée rouge sous forme de territoires à bail sur les îles de Saaremaa et d'Hiiumaa, situées sur la côte ouest, et à Port-Baltique, aux environs immédiats de Tallinn.

Les Soviétiques semblaient avoir tenu compte des supplications estoniennes : en fait, les points cédés coupaient l'Estonie de toute aide éventuelle en provenance de Scandinavie, voire d'Angleterre. Le mythique sous-marin — jamais Moscou ne donna, et pour cause, la moins

(1) On trouvera les deux premières parties de cette étude dans *Est et Ouest* n° 504 (16-28 février 1973) et n° 506 (16-31 mars 1973).

dre précision sur le vapeur soviétique prétendu envoyé par le fond — avait joué son rôle, Selter terrifié par les nouvelles menaces, ayant reculé sur la question de la base aux abords de Tallinn.

Certes, l'accord comportait des clauses rassurantes, affirmant solennellement le respect des systèmes politiques. Le paragraphe 5 spécifiait : « la réalisation de ce traité ne peut entraîner le viol de la souveraineté des parties contractantes, et en particulier de leur constitution ». Les jours suivants, 25 000 soldats de l'Armée rouge entrèrent en Estonie pour y occuper leurs nouvelles bases.

TRAITÉ SOVIÉTO-LETTON

Simultanément, le Kremlin invitait la Lettonie à conclure des traités semblables.

Le 2 octobre 1939, le ministre des Affaires étrangères letton, Munters, se rendit à Moscou, où il fut reçu, non seulement par Molotov, mais aussi — pour la seconde fois depuis 1937 — par Staline personnellement, qui reprit en les précisant les points déjà soulevés par Molotov devant Karl Selter. Le 5 octobre, un traité soviéto-letton, analogue à celui imposé à Tallinn, était signé. Il concédait des bases maritimes à Liepaja (Libau) et Ventspils à la Marine rouge, ainsi qu'un point d'appui d'artillerie côtière fermant la baie de Riga.

Là aussi, un verrou était posé face à l'ouest.

TRAITÉ AVEC LA LITUANIE

Le 3 octobre, Urbsys, le ministre des Affaires étrangères lituanien, avait à son tour pris l'avion pour Moscou, où Molotov l'accueillit d'abord par une bonne nouvelle : l'U.R.S.S. prenait la décision de rétrocéder à la Lituanie la ville et le territoire de Vilna, situés dans sa zone d'occupation en Pologne.

Ici se situe un événement paradoxal : le gouvernement de Kaunas jusqu'à présent le moins hostile aux avances soviétiques, et qui fit même pratiquement cause commune avec l'Armée rouge en 1920 contre la Pologne, montra beaucoup d'hésitation à accepter les propositions soviétiques, et consulta Berlin pour savoir quel appui éventuel il pouvait en attendre.

Mais la question avait déjà été réglée le 28 septembre entre von Ribbentrop et Molotov. Toutefois, les Litvaniens résistèrent jusqu'au 10 octobre, ne cédant que devant des concentrations massives de troupes sur leur frontière. Dans le traité qui leur fut ainsi arraché ils abandonnaient également à Staline des bases militaires sur leur sol, en particulier des terrains d'aviation et obtenaient, tout comme les Lettons et les Estoniens, une garantie solennelle de leur indépendance nationale et de non ingérence dans leurs affaires intérieures. Et Vilna leur revenait, en manière de prime.

Le 31 octobre, Molotov annonça officiellement au Soviet suprême le résultat de la triple négociation. Il mit l'accent sur la générosité soviétique et repoussa catégoriquement toute idée d'annexion : « Nous sommes partisans de

l'exécution loyale et scrupuleuse des pactes conclus sur une base d'entière réciprocité, et nous déclarons que les racontars au sujet d'une soviétisation des pays baltes ne peuvent servir qu'à nos ennemis communs et à toutes les provocations antisoviétiques imaginables ».

FIN DE LA PRÉSENCE GERMANIQUE

L'occupation des points prévus ayant été exécutée par l'Armée rouge sans incidents, et celle-ci paraissant se garder de toute immixtion dans la vie politique des Etats « protégés », il sembla un temps que Staline s'en tiendrait à la lettre des traités, et certains politiciens baltes voulurent le croire.

Deux faits pourtant indiquèrent ce qu'il allait en être.

Le 15 octobre 1939, un accord germano-estonien était conclu, aux termes duquel la totalité des Germanobaltes était évacuée d'Estonie, leurs biens étant rachetés par les autorités de Tallinn. Le 30 octobre, les mêmes dispositions étaient concertées entre l'Allemagne et la Lettonie, et quelques semaines plus tard, s'étendaient à la Lituanie. Ainsi prenaient fin sept siècles de présence germanique dans les pays baltes. Il ne fallait pas être très avisé pour en tirer la conclusion que Berlin savait ce qu'il adviendrait des Etats en cause, et prenait ainsi des dispositions « conservatoires ».

GUERRE CONTRE LA FINLANDE

Puis, dans la foulée de ses faciles succès du début octobre, Staline entreprit d'élargir la zone « protégée » en se tournant vers la Finlande, avec des propositions analogues à celles acceptées par Selter, Munters et Urbsys. Mais Helsinki repoussa les exigences soviétiques.

Aussitôt, Moscou rompit unilatéralement le pacte de non-agression de 1932 et les relations diplomatiques et, le 30 novembre 1939, l'Armée rouge déclenchait une guerre qui devait tourner à sa confusion.

Dès les premiers jours de combats, les ministres des Affaires étrangères des pays baltes, réunis à Tallinn pour leur dixième rencontre, les 7 et 8 décembre 1939, proclamèrent la stricte neutralité de leurs gouvernements face à ce conflit. Les conséquences de cette attitude se traduisirent par l'abstention des Etats baltes lors du vote excluant l'U.R.S.S. de la Société des Nations, le 14 décembre, et par une occupation soviétique plus développée en Estonie, le Kremlin demandant et obtenant la remise d'autres places que celles d'abord énoncées dans le traité du 28 septembre : la Marine rouge s'installa ainsi à Hapsal.

La fin de la « guerre d'hiver » finno-soviétique le 12 mars 1940 provoqua un soulagement général chez les Baltes, et à leur onzième rencontre, les 14 et 15 mars 1940, les chefs des diplomaties des trois Etats renouvelèrent la prise de position pour la neutralité, tout en énonçant le souhait d'une collaboration économique et culturelle plus poussée entre les par-

naires de la rencontre. De toute évidence, la leçon donnée par la stupéfiante résistance des Finlandais avait été comprise. Mais il était trop tard pour qu'elle put avoir une application sur le plan d'une défense commune.

Cependant, malgré sa modestie, le vœu formulé par l'Entente Baltique provoqua la suspicion et la hargne des Soviétiques, qui n'ignoraient pas les projets un moment envisagés par les Franco-Britanniques d'intervention armée en faveur d'Helsinki, et devaient à la fois veiller à empêcher toute velléité de révolte des pays baltes, tout en rassurant l'opinion internationale quant à leurs visées.

Tel fut le double but du discours de Molotov devant le Soviet suprême à Moscou le 29 mars 1940. Il attaqua violemment la concertation entre les Etats scandinaves, mettant en garde ceux qui seraient tentés de suivre une telle voie. Il fit d'autre part l'éloge des pactes d'assistance avec les Etats baltes, souligna particulièrement que l'indépendance des contractants n'avait été mise en cause à aucun moment. La « drôle de guerre » qui laissait une éventuelle liberté de manœuvre aux belligérants, contraignait Staline à la prudence dans la réalisation de ses projets.

L'extension des hostilités à la Norvège en avril 1940 ne représentait pas une occasion favorable de modification du *statu quo* aux yeux des dirigeants soviétiques, la guerre de Finlande venant à peine de s'achever. Le 10 mai 1940, les Allemands engageaient leur campagne à l'ouest. Le 16 mai, les *Izvestia* consacrèrent leur éditorial à des réflexions sur l'indépendance et la neutralité des petits Etats, les considérant comme dénuées de sens. Le cours des événements militaires mit rapidement l'U.R.S.S. en mesure de concrétiser les conclusions impliquées par l'article du 16 mai. Le 28 mai 1940, la Belgique capitulait, et la bataille de Dunkerque s'engageait. Aussitôt, Moscou entama la liquidation des restes d'indépendance sur son glacis occidental.

ANNEXION DE LA LITUANIE

Cette fois, la Lituanie forma la première cible.

En septembre 1939, la pression sur l'Estonie visait à frapper en premier l'Etat le plus à même de se défendre militairement et à briser le maillon pouvant souder la Finlande à l'Entente Baltique. En mai 1940, la Lituanie était le seul des pays baltes à posséder une longue frontière terrestre avec l'Allemagne, ce qui constituait un danger potentiel en cas de sursaut de révolte à Kaunas ou de changement d'attitude à Berlin. De plus, en octobre 1939, c'étaient les diplomates lituaniens qui avaient résisté le plus longtemps aux exigences moscovites.

Subitement placé devant une plainte soviétique l'accusant d'avoir fait arrêter des militaires de l'Armée rouge pour en obtenir des renseignements, le gouvernement de Kaunas, devant le ton extrêmement brutal employé à son égard, décida le 30 mai d'envoyer en U.R.S.S. Urbsys, son ministre des Affaires étrangères,

afin d'éclaircir la question. Molotov refusa cette proposition, exigeant l'envoi du président du conseil lituanien lui-même, Merkys. Il l'accueillit le 7 juin 1940 au Kremlin, avec de graves accusations au sujet d'une prétendue adhésion à l'alliance militaire conclue entre l'Estonie et la Lettonie en 1923. Merkys protesta qu'il n'en était rien, ne soulevant que le scepticisme de son interlocuteur. Le 10 juin, Urbsys se rendit à son tour à Moscou pour transmettre une déclaration solennelle du cabinet lituanien, proclamant sa fidélité au traité avec l'U.R.S.S. et accordant toutes les enquêtes exigées. Molotov refusa d'en discuter et Merkys repartit pour Kaunas sans résultat.

Le 10 juin, l'Italie avait déclaré la guerre à la France et à l'Angleterre, le 14, les Allemands entraient à Paris. Ce même 14 juin, peu avant minuit, le ministre des Affaires étrangères lituanien, Urbsys, qui était demeuré à Moscou, se vit sommer de se rendre séance tenante chez Molotov, qui lui lut un ultimatum réclamant le châtiement du ministre de l'Intérieur et du chef de la Sûreté, coupables dans l'affaire des soldats soviétiques « arrêtés » (en fait, des déserteurs de l'Armée rouge), la démission du gouvernement et son remplacement par une coalition garantissant le respect scrupuleux du pacte d'assistance, et l'entrée des forces armées de l'U.R.S.S. dans toutes les agglomérations de Lituanie. Le délai de réponse était de huit heures.

Réuni en tout hâte à Kaunas dans la nuit, sous la présidence du chef de l'Etat, Smetona, le cabinet lituanien décida d'accepter l'ultimatum. Seul, Smetona avait envisagé un instant la résistance armée. Le ministre Merkys s'étant retiré, le général Rastikis devint président du conseil au matin du 15 juin. Ancien chef de l'armée, il avait été remplacé à ce poste par le général Vitkauskas, prosoviétique.

Alors que l'Armée rouge commençait, avant l'expiration du terme fixé, l'occupation totale du pays, Molotov fit savoir qu'il n'acceptait pas Rastikis et qu'un nouveau cabinet devait être constitué en accord avec un plénipotentiaire soviétique, le vice-ministre des Affaires étrangères V.E. Dekanosov, par ailleurs chef du département extérieur du N.K.V.D. Convaincus maintenant de l'inutilité des concessions à Moscou, et conscients de ce qui les attendait, la plupart des dirigeants lituaniens prirent le chemin de l'exil ce même 15 juin 1940, Smetona en tête.

OCCUPATION DE LA LETTONIE ET DE L'ESTHONIE

Le 15 juin 1940 également, des troupes soviétiques entraient en Lettonie, anéantissant, après un bref combat, la garnison du poste frontière de Malenki. Il s'agissait là en fait d'une erreur de transmission d'ordres car ce ne fut que le lendemain, le 16, que Molotov adressa des notes du même style que celle présentée à Urbsys aux ambassadeurs letton et estonien. Là aussi, le délai de réponse était de huit heures, et l'accusation principale portait sur la prétendue inclusion de la Lituanie dans l'accord militaire letto-estonien de 1923,

et une tentative d'y adjoindre la Finlande. Les preuves énoncées citaient comme seuls éléments la conférence des ministres des Affaires étrangères baltes de décembre 1939 et mars 1940, et la publication d'un périodique commun intitulé « *La Revue baltique* » dont le premier numéro était paru en février 1940.

L'Estonie et la Lettonie capitulèrent elles aussi. L'occupation militaire totale de leur territoire était achevée le 17 juin. La veille, l'agence de presse lettonne L.T.A. parvint à diffuser un communiqué démentant l'adhésion de la Lituanie à l'alliance militaire Tallinn-Riga de 1923. Toutes les tentatives des Baltes pour intéresser l'Allemagne à leur sort se heurtèrent à des portes closes, le pacte germano-soviétique et ses avenants ayant déterminé les zones d'influence. Molotov informa d'ailleurs en détail l'ambassadeur d'Allemagne, soulignant la nécessité de mettre fin aux intrigues anglo-françaises en Baltique.

LA SOVIÉTISATION

Dès le 16 juin, le chef de l'organisation du P.C.U.S. pour Léninegrad, et secrétaire du Comité central, A.A. Jdanov, avait atterri à Tallinn pour y prendre ses fonctions de chargé de mission extraordinaire : assurer la bolchévisation de l'Estonie tout en coordonnant l'activité de ses homologues en Lituanie (Dekanosov) et en Lettonie où toujours le 16 juin, était arrivé Vychinsky, premier vice-ministre des Affaires étrangères d'U.R.S.S. Les trois proconsuls s'attachèrent immédiatement à la constitution de gouvernements « progressistes ».

Dekanosov atteignit le premier cet objectif : théoriquement, le chef de l'Etat lituanien, Smetona, s'étant réfugié à l'étranger, et la constitution précisant qu'aucun organisme ne pouvait s'approprier ses prérogatives avant la fin de son mandat, la désignation d'un nouveau cabinet s'avérait impossible. Mais Merkys, le président du conseil démissionnaire, menacé par Dekanosov, lui céda et accepta de reprendre les fonctions de Smetona. Le 17 juin, il chargea illégalement le journaliste procommuniste Palecki de former un gouvernement. Peu après, Palecki occupait à la place de Merkys, le poste de président, et nommait le professeur V. Krévé-Mickevicius chef de ministère.

Vychinsky eut plus de difficultés à Riga. En Lettonie, Ulmanis exerçait à la fois les charges de chef de l'Etat et de président du conseil. Après l'acceptation de l'ultimatum soviétique, il démissionna seulement de cette présidence du cabinet. Une démarche désespérée qu'il entreprit auprès de l'ambassadeur d'Allemagne pour savoir si l'armée lettonne, en cas de résistance, obtiendrait des armes et pourrait le cas échéant battre en retraite en direction du territoire de Memel (redevu allemand au début de 1939), se heurta à une fin de non-recevoir. Le 19 juin, Vychinsky présenta à Ulmanis une liste de ministres présidée par A. Kirchenstein, un soviétophile professeur à l'école vétérinaire. Ulmanis refusa de la contre-signer.

Dans les heures qui suivirent, des manifestations éclatèrent, à la tête desquelles se trou-

vaient environ 200 communistes tout juste libérés de prison par l'Armée rouge, et les matelots du cuirassé soviétique « Marat ». Elles dégénérent en incidents sanglants. Le lendemain, le 20 juin, le secrétariat de la présidence annonçait officiellement la mise en place du cabinet Kirchenstein. Les Soviets ne purent cependant se targuer de la signature d'Ulmanis, et Vychinsky dut se contenter de ce tour de passe-passe.

C'est Jdanov qui mit le plus longtemps à remplir sa mission : Constantin Paets, le président estonien, lui opposa une résistance acharnée. Jdanov lui demandant d'accélérer la constitution d'un nouveau cabinet, Paets lui objecta qu'il ne lui revenait constitutionnellement que de désigner un président du conseil. Pour ce faire, il proposait Rei, l'ambassadeur d'Estonie à Moscou.

Jdanov ne prit pas en considération ce vœu et désigna lui-même un chef de gouvernement, Johannes Vares, un médecin et écrivain « progressiste ». Quatre jours, Paets refusa de donner son accord au cabinet Vares.

Le 26 juin, Jdanov fit organiser des manifestations violentes pour forcer la main à Paets. Au cours des désordres, les détenus communistes furent libérés de prison, le parlement envahi par les manifestants, en général des Estoniens de la minorité russe. Une fusillade éclata entre les émeutiers, encadrés par l'Armée rouge, et des militaires estoniens. Paets se résigna alors à signer. Le cabinet Vares, dont le vice-président était l'historien Kruus, autrefois membre du parti socialiste révolutionnaire russe, entra en fonction.

Les trois nouveaux gouvernements publièrent des déclarations d'investiture similaires, assurant que l'indépendance nationale des Etats baltes était garantie par l'Union soviétique, et qu'on n'envisageait en aucun cas une « soviétisation ». Leur premier soin consista à annuler le traité d'alliance de 1923 entre la Lettonie et l'Estonie, ainsi que l'Entente baltique de 1934.

Parmi les ministres mis en place sous la pression de l'Armée rouge, il semble que certains croyaient sincèrement que l'U.R.S.S. n'annexerait pas leur pays. Molotov leva les dernières incertitudes à ce sujet au cours de l'entretien qu'il accorda à Moscou au président du conseil lituanien, V. Krévé-Mickevicius, le 30 juin 1940 : l'existence de petits Etats étant devenue intenable dans la situation internationale actuelle, il convenait donc que les pays baltes rejoignent les républiques soviétiques et adoptent d'ores et déjà, le système administratif propre à l'Union soviétique. Les peuples baltes auraient l'occasion de manifester démocratiquement leur opinion à ce sujet.

LE ROLE DES P.C. BALTES

Aussitôt, les partis communistes des trois pays, efficacement appuyés par l'Armée rouge, organisèrent la campagne électorale pour des élections parlementaires annoncées et préparées au mépris le plus complet des constitutions respectives. Seuls les communistes et

« progressistes » purent présenter leurs candidats, le secret électoral fut pratiquement aboli.

Les 14 et 15 juillet 1940, la consultation eut lieu dans les trois Etats simultanément. Les résultats furent conformes à ce que Staline en attendait. Ils indiquent cependant une opposition plus marquée en Estonie qu'ailleurs :

	Estonie	Lettonie	Lituanie
Participation au scrutin	81,6	94,7	95,5
Pour la liste unique du P.C.	92,9	97,6	99,2

La suite logique survint en quelques jours.

Le 18 juillet, à Tallinn, des manifestations communistes se déroulèrent pour réclamer la transformation de l'Estonie en république soviétique. Du balcon de l'ambassade d'U.R.S.S., Jdanov salua la foule qui l'acclamait. Le jour de sa première réunion, le 21 juillet, le nouveau parlement estonien proclama son désir unanime d'adhésion à l'Union soviétique. Le lendemain, le président Vares remettait solennellement le texte de cette demande à Jdanov. Le 23 juillet, toutes les entreprises industrielles et tous les terrains urbains ou agricoles étaient nationalisés. Constantin Paets, contraint de se démettre, fut déporté le 30 juillet en U.R.S.S., à Ufa.

En Lettonie, le même sort avait frappé Ulmanis, transporté à Vorochilovsk, au Caucase, dès le 22 juillet. Tous deux décédèrent en captivité, à une date inconnue. L'ancien premier ministre lituanien, Voldemaras, exilé par Smetona, ayant décidé de rentrer dans son pays occupé par l'Armée rouge, fut arrêté dès son arrivée, et mourut également en déportation.

L'ANNEXION

Successivement, les 3, 5 et 6 août 1940, des délégations lituaniennes, lettoniennes et estoniennes vinrent déposer à Moscou, devant le Soviet suprême, des demandes d'admission au sein de l'Union soviétique. Le 6 août, le Soviet suprême ayant donné « généreusement » suite, l'existence des Etats baltes prit officiellement fin. Cependant, même au cours du processus d'intégration à l'U.R.S.S., les pays baltes n'eurent pas un traitement identique quant à leurs limites. La Lituanie, en plus de Vilna déjà offerte en manière de prime lors du pacte d'assistance d'octobre 1939, se vit remettre quelques communes de la Russie Blanche, à majorité de peuplement lituanien. Par contre, la Lettonie et l'Estonie, dont le problème frontalier ne fut réglé qu'en janvier 1945, durent céder à la Russie, la Lettonie le territoire de Pytalovo en Latgale, et l'Estonie deux zones situées respectivement au nord et au sud du lac Peipus.

DÉPORTATION

L'annexion fut suivie par l'anéantissement systématique des ennemis de classe potentiels. Organisées à partir de Riga par Serov, assisté

de G. Malenkov, les déportations firent disparaître presque toute l'élite balte. On ignore le sort de nombreuses personnalités telles que le général Laidoner, dont la date de décès en détention demeure inconnue.

Même ceux qui avaient exécuté les volontés des Soviétiques ne furent pas épargnés : Merksys, Urbsys, Munters, n'échappèrent pas à l'arrestation. La répression s'exerça le plus massivement en Estonie. Quoique le moins peuplé des pays baltes, il s'y effectua près du double de déportations qu'en Lettonie ou en Lituanie. Suivant des listes nominatives de déportés identifiés, donc très incomplètes, les victimes de la période juin 1940 à juin 1941 ont été estimées à plus de 60 000 en Estonie, 34 000 en Lettonie, 38 000 en Lituanie compte non tenu des exécutions sommaires opérées en juin 1940.

LA CONQUÊTE ALLEMANDE

La guerre germano-soviétique souleva l'espoir des Baltes. Mais, d'une manière encore plus grossière qu'au printemps 1918, les Allemands, après avoir repoussé l'Armée rouge, entreprirent la mise sous tutelle du « Baltikum ».

Le commissaire du Reich pour ces territoires était d'ailleurs un Germanobalte originaire d'Estonie, Alfred Rosenberg.

Très vite, la sympathie non dissimulée initialement pour l'armée allemande se transforma en hostilité. En Lettonie et en Estonie, les nouveaux occupants laissèrent sans suite des demandes de reconstitution d'un gouvernement national formulées aussi à Tallinn par le professeur Uluot, qui avait été le dernier président du conseil estonien légal en juin 1940. En Lituanie seulement, ils tolérèrent un temps, reprenant fidèlement la politique de Guillaume II, la formation du gouvernement provisoire dirigé par Ambrazevicius. Mais le 5 août 1941, ils en prononcèrent la dissolution. Surgi dans la clandestinité en 1943, le Comité suprême des mouvements de résistance lituaniens se proclama le 16 février 1944, dans un appel public, organe dirigeant de la Lituanie. Nombre de ses membres furent arrêtés par les Allemands ; son activité continua, et ses groupes de combat, après avoir combattu la Wehrmacht, poursuivirent leur lutte armée contre l'Armée rouge dans les forêts lituaniennes durant plusieurs années.

Il se produisit une évolution semblable en Lettonie. Là aussi, un Comité central de la Résistance formé en 1943, lança en février 1944 un appel au rétablissement de l'indépendance nationale. Après la capitulation allemande, le 8 mai 1945, des partisans, mais dans une mesure moindre qu'en Lituanie, luttèrent longtemps contre les troupes de Staline.

Ce ne fut qu'en Estonie que les nationalistes parvinrent à s'emparer, pour quelques jours seulement, du pouvoir politique. Constitué en mars 1944, un Comité national estonien appela le 23 juin 1944 la population à ressaisir son indépendance. L'armée allemande ayant décidé d'abandonner l'Estonie en septembre 1944, Uluots, l'ancien président du conseil de juin 1940, endossant les fonctions de chef de l'Etat,

suyant la légalité constitutionnelle du pays, forma le 18 septembre un gouvernement dirigé par Tief, ministre de la Justice d'avant les occupations. Mais le 22, l'Armée rouge entra à nouveau à Tallinn. Uluot réussit à se réfugier en Suède, mais Tief disparut au cours des derniers combats livrés en Estonie (novembre 1944).

RECONQUÊTE SOVIÉTIQUE

La guerre mondiale n'était pas encore achevée que Staline faisait déjà reprendre la soviétisation des pays baltes là où elle s'était arrêtée en juin 1941.

Parallèlement, une russification effrénée débutait. Pour la communauté des nations, la disparition des trois petits Etats de la Baltique orientale devenait un fait définitivement acquis même si, en réalité, il n'y a jamais eu de reconnaissance *de jure* de cette situation par les puissances occidentales, mais uniquement un *aval de facto*. A la conférence de Potsdam, la question ne fut pas évoquée.

La Finlande qui, elle, prit les armes le 30 novembre 1939 malgré l'absurdité apparente de sa résistance eu égard à la formidable disproportion des forces, a conservé, en dépit de toutes les menaces, son indépendance nationale, certes en partie limitée, jusqu'à ce jour. On a soutenu que sa position géographique lui assurait de meilleures possibilités de défense. Cette assertion ne résiste pas à un examen de la carte. Les 3 armées baltes réunies groupaient plus de soldats que les divisions finnoi-

ses, levées dans un pays de quatre millions d'habitants, alors que les populations baltes s'élevaient à 6 millions d'âmes. Il est douteux que Staline, s'il s'était heurté à une volonté commune aux trois Etats de repousser ses exigences, eut pris en octobre 1939 le risque d'une attaque en règle contre des armées, petites certes, mais nullement en déroute complète comme les débris des unités polonaises agressées par l'Armée rouge fin septembre. Une telle entreprise, dans le climat de stupeur indignée provoqué par le pacte germano-soviétique et le partage de la Pologne, tout récent, pouvait susciter une réaction de la part des Franco-Britanniques, et Staline ne prenait aucun risque. L'expédition de Finlande, sans nul doute déclenchée à la suite de la si rapide capitulation des pays baltes, fut d'ailleurs achevée juste à temps pour éviter l'intervention de Londres et de Paris en faveur d'Helsinki, intervention envisagée à la suite du piètement peu glorieux des armées soviétiques.

Quoi qu'il en soit, le destin des Baltes n'eut pu être pire s'ils s'étaient battus. Au mieux, le sort de la Finlande leur aurait été dévolu. Au plus mal, leur lot serait devenu celui qu'ils connaissent de toute façon aujourd'hui. Mais, de par le monde, le souvenir du combat tragique de trois petits peuples donnerait un retentissement bien plus profond aux luttes menées de plus en plus ouvertement ces dernières années, par les Baltes toujours conscients de leur spécificité, malgré trente ans de saviétisation et de russification.

T. NICOLAS.

Les mémoires de G. MAROSAN

L'article dont nous publions ci-dessous l'essentiel a paru dans le journal des socialistes hongrois en exil, *Irodalmi Ujsag*. Le nom de son auteur est universellement connu : jetée en prison comme tant d'autres socialistes hongrois qui refusaient de se plier à la domination du Parti communiste, Anna Kethly en sortit pour entrer comme ministre d'Etat dans le gouvernement Imré Nagy, la veille de l'invasion soviétique ; elle réussit à gagner l'Occident où elle vit en exil depuis lors.

L'UN des fossoyeurs du Parti socialiste hongrois vient de publier ses mémoires, György Marosan. Il était secrétaire général de ce parti socialiste au moment de son « union » forcée avec le Parti communiste. Sa complaisance ne l'empêcha pas d'être emprisonné pendant cinq ans. Il sortit de prison en 1956, et Kadar lui confia un portefeuille ministériel. Brusquement, quand on jugea n'avoir plus besoin de lui, il fut mis à la retraite, bien avant l'âge, en 1962.

★★

Le premier volume de ses mémoires est sans importance particulière, à un détail près :

la description de la première rencontre de l'auteur avec Matyas Rakosi.

Lorsque, en 1945, Marosan se présenta chez Rakosi pour solliciter son admission au Parti communiste, le « grand leader communiste » (mort récemment en exil en Union soviétique) lui tint les propos suivants :

« A mon avis, vous êtes très bien où vous êtes : dans le Parti socialiste. Nous avons besoin d'hommes comme vous chez les socialistes : il nous est bon et utile qu'ils soient dirigés par des camarades comme vous, avec qui nous pouvons discuter et *nous entendre* ».

★★

Le deuxième volume des mémoires est plus intéressant que le premier. Il est intitulé : *Il faut aller jusqu'au bout du chemin* ; sa parution a souffert un retard sérieux, ce qui paraît confirmer le sentiment général selon lequel l'auteur aurait subi des pressions. Des remaniements importants auraient été apportés au texte. Il n'est pas exclu que l'ouvrage soit, partiellement ou en totalité, le fruit de la « collaboration » de plusieurs « auteurs ».

La fameuse « aile droite » du Parti socialiste apparaît dans l'ouvrage sous une forme déformée, calomniée, traînée dans la fange. Seule une mauvaise conscience peut nourrir une telle haine et inspirer tant de médisance. C'est en vain d'ailleurs, car des calomnies n'atteignent pas les anciens dirigeants socialistes. Ceux qui connaissent leur activité savent bien qu'ils ont tout fait pour sauver le Parti, sauver la jeune démocratie hongroise. Ceux qui ne les ont pas connus sont indifférents au classement « droite-gauche » de ces personnages au destin tragique...

Nous ne nous attarderons pas aux questions personnelles. Nous nous bornerons à réfuter *trois légendes*, reprises chaque fois que les communistes évoquent le problème du Parti socialiste, l'objet principal du livre de Marosan étant d'essayer d'ébranler la confiance dans le Parti socialiste, sentiment toujours vivant en Hongrie.

★★

La première légende est celle de l'existence d'un « Document d'Unification » des partis socialiste et communiste. Voilà un quart de siècle que les communistes hongrois s'acharnent à prouver l'existence de ce document. Mais s'il existait vraiment, il y a longtemps que les communistes en auraient publié le texte, en auraient produit des fac-simile pour le public national comme pour l'opinion mondiale. Il n'en a rien été. Ce prétendu document aurait été établi pendant les années d'illégalité des deux partis. Beaucoup de socialistes et de communistes qui avaient des contacts pendant les années d'illégalité sont encore en vie. Pourquoi ne pas faire appel à leurs souvenirs au sujet du « document » ?

Supposons que l'affirmation soit vraie, qu'il se soit trouvé pendant les années d'illégalité *un seul* de nos camarades socialistes pour se mettre d'accord avec les communistes en vue d'élaborer un document semblable. Il est évident que la validité d'un tel document ne dépendrait pas de la signature d'un militant socialiste. Seul, le Congrès du Parti socialiste, convoqué après la libération, aurait pu valider un tel document. Seulement... jamais rien de tel n'a été évoqué devant le Congrès du Parti. Jamais aucun congrès du Parti socialiste ne s'est vu soumis pour validation un document de ce genre.

A plusieurs reprises, dans le passé, nous nous sommes inscrits en faux contre cette fable. Un exemple, datant des jours de la libération. Dans le chaos qui suivit l'entrée des troupes soviétiques en Hongrie, les communistes se précipitèrent sur les syndicats et les « unifièrent », sous leur coupe. Dans l'histoire des syndicats en Hongrie, le chef réel d'un syndicat, c'était toujours le secrétaire général. Ce poste-clé fut sans la moindre hésitation confié à un communiste, qui ne tarda pas à déclencher une croisade sans merci contre les syndicats à majorité socialiste. La présidence, fonction honorifique, avait été réservée à un socialiste.

Les socialistes de « droite », libérés à ce moment des prisons et des camps de concen-

tration nazis, s'opposèrent à l'étape suivante de l'unification, celle des mouvements de jeunes et de femmes. Elle aurait signifié la suppression du Parti socialiste.

Or, s'il avait existé un quelconque « Document unitaire », les communistes ne se seraient pas privés de le brandir, afin de nous confondre, nous qui nous opposions à l'unification des mouvements de jeunes et de femmes. C'était le moment de le faire : nous sortions juste de l'illégalité, tous les prétendus « partenaires » étaient présents, bien vivants. Pourquoi n'avoir pas fait une seule fois allusion à ce « Document » ?

Parce qu'il n'a jamais existé.

★★

Le deuxième mensonge : la fable des fameuses « fiches bleues » (1). Au cours des élections législatives de 1947, le Parti communiste fit fabriquer et distribuer des cartes d'électeurs par procuration, « les fiches bleues », afin de permettre à ses partisans de voter plusieurs fois. Les mémoires de Marosan affirment une fois de plus que les dirigeants de « droite » du Parti socialiste auraient été au courant de cette manœuvre frauduleuse, perpétrée contre la nation.

Marosan va jusqu'à avancer le mensonge suivant : « ... Kethly comme Szélig trempaient dans l'affaire ». A un autre endroit, il donne une longue liste des socialistes qui, prétendait-il, auraient participé à ce scandale : Szakasits, Böhm, le Docteur Ries, Bán, Kethly, Szélig...

Pour commencer, le Dr Ries, ministre de la Justice à l'époque, a donné l'ordre aux magistrats de faire arrêter immédiatement les fraudeurs aux « fiches bleues », ce qui fut fait, mais le Préfet de Police de Budapest, fort des directives de ses supérieurs, fit immédiatement élargir les fraudeurs appréhendés.

On pense bien que si le Dr Ries avait été au courant de la manœuvre, il n'aurait pas donné l'ordre d'arrêter les fraudeurs.

D'ailleurs, trois ans plus tard, en 1950, son intransigeance de 1947 fut le motif principal de son arrestation, des tortures qu'il eut à subir, et de sa mort cruelle dans les geôles communistes.

Marosan reçut un lot de « fiches bleues », des mains du ministre de l'Intérieur de l'époque, avec pour mission probable de les utiliser au mieux. Dans ses mémoires, il essaye de se disculper. Il avait réellement fait des tentatives pour nous compromettre, mais ces tentatives se soldèrent par un échec.

Voici comment.

J'arrivais juste au siège du Parti socialiste lorsque je fus abordée par la nouvelle responsable des femmes (une recrue de la Secrétaire générale du mouvement des femmes, qui appartenait à « l'aile gauche »). Elle me tint les propos suivants : « Au secrétariat du mouvement des femmes, on est en train de distribuer des « fiches bleues » aux responsables, leur permettant de voter plusieurs fois ».

(1) Sorte de « carte d'électeur. » en blanc.

Les oreilles me tintèrent. Je courus voir Vilmos Böhm (2), j'exigeai une enquête immédiate. Böhm commença par convoquer la Secrétaire générale du mouvement des femmes qui déclara avoir reçu les « fiches bleues » de Marosan. Marosan fut entendu à son tour. Böhm lui confisqua tout le lot de « fiches bleues ». Le premier mouvement de Böhm fut de rendre le lot de fausses cartes au ministre de l'Intérieur. Il finit par décider de les brûler.

Le nombre des fausses cartes confiées à Marosan était de soixante mille environ. A noter que malgré la complicité assurée de Marosan, les communistes ne lui avaient confié qu'une faible quantité de ces cartes falsifiées : eux-mêmes allaient en utiliser plusieurs centaines de milliers. Le livre de Marosan déforme ce fait comme le reste. Il prétend que Böhm fut choqué uniquement par le manque de confiance que les communistes nous avaient témoigné dans cette affaire de fraude ! En réalité, Böhm convoqua les responsables et leur donna l'ordre de surveiller les électeurs pour voir s'ils votaient à l'aide d'une « fiche bleue ». Ils devaient alerter la police à la moindre tentative de fraude.

Conséquence tragique de ces instructions de Böhm : une de nos camarades, responsable pour les élections, fut prise à partie par son collègue communiste, appréhendée par la patrouille soviétique. Elle échoua en Sibérie, à Vorkouta, pour sept années de baigne !

Il est évident que le cadeau empoisonné des communistes — qui espéraient que nous allions nous en servir — était destiné à créer une complicité criminelle entre les deux partis. Après, forts de ces liens criminels, ils nous auraient forcés à accepter tout ce qu'ils auraient fait et à nous taire. Nous n'aurions plus été en mesure d'affronter les camarades de notre parti à qui nous parlions toujours de moyens politiques honnêtes.

*
**

La troisième légende a trait à l'exclusion de « l'aile droite » du Parti socialiste. L'auteur ne lui consacre que très peu de place. On sent bien qu'il lui est impossible de nier la comédie des exclusions du Parti, avec ses règlements, sa discipline, avec les moyens de défense et d'appel que les règlements accordaient aux camarades accusés.

Un « meeting populaire » fut organisé sur la question au Palais des Sports à Budapest. Marosan déposa une motion en vue de l'ex-

(2) Vilmos Böhm, l'un des fondateurs du P.S. hongrois, chef militaire de la République des Conseils de 1919, en exil jusqu'à la Libération.

**Le prochain numéro d'EST ET OUEST
paraîtra le Lundi 30 Avril 1973**

clusion du Parti socialiste de certains dirigeants et députés présumés « de droite ». Selon ses Mémoires, son discours avait subi *une censure préalable* de la part des communistes de Farkas et de Révai et de celle de Justus et de Vajda qui appartenaient à « l'aile gauche » du Parti socialiste (3). Dans la « foule saluant en délire l'orateur », les dirigeants, les cadres et les « activités » du Parti communiste étaient en majorité. Les quelques camarades socialistes présents connaissaient sans doute les statuts du Parti et les règles concernant les exclusions. Il n'y eut cependant pas d'avis contraire. Ces camarades comprenaient bien que le « meeting populaire » se substituait arbitrairement au congrès du Parti socialiste, mais aucun d'eux n'eut la force de dénoncer cet abus à haute voix.

Le chargé d'affaire soviétique de l'époque, M. Pouchkine, n'a pas caché que le meeting avait été organisé et les exclusions décidées à sa demande. La moindre protestation aurait donc été considérée comme un acte de caractère contre-révolutionnaire, ce qui, à l'époque, équivalait à une condamnation à mort.

Une remarque encore au sujet de ce meeting. Le secrétaire général du Parti socialiste, Arpad Szakasits, n'était pas là au moment du coup de force. On l'avait éloigné en l'invitant à Moscou, où il fut retenu jusqu'à ce que l'opération fût achevée. Selon les rumeurs, il commença par prendre très mal la façon dont on s'était joué de lui et il donna sa démission. Mais les communistes lui firent comprendre qu'il n'était plus qu'un prisonnier parmi les autres. Ils lui firent savoir, comme aux autres « droitiers », que la police politique tenait prêts les dossiers qu'ils utilisaient à leur gré. Le procès monté de toutes pièces contre Gyula Kelemen et ses amis (Kelemen était l'un des dirigeants du Parti socialiste), ainsi que le rapt et la déportation en Sibérie de Bela Kovacs (secrétaire général du Parti des petits propriétaires terriens) donnèrent bientôt tout leur sens à ces menaces.

Marosan fait grief, à Antal Ban, secrétaire du Parti socialiste hongrois, de sa faiblesse, de son manque de caractère. En réalité, ce défaut était celui d'Arpad Szakasits. Il était faible ; son entourage immédiat le poussait pas à pas sur un chemin qu'il avait abordé sans plaisir. Dans des moments calmes, il faisait un travail excellent aux postes où son parti le mettait. Dans des temps exceptionnels, lorsque ceux qui avaient pour but d'abattre le Parti socialiste, vieux de 75 ans, recherchaient des personnages sans scrupule et « dynamiques », Szakasits ne pouvait assumer qu'un rôle de figurant. Même lorsqu'il fut bombardé président de la République, il n'était qu'un figurant.

Anna KETHLY.

(traduction de Tibor Tardos)

(3) Imre Vajada était de ceux à qui Matyas Rakosi avait conseillé de rester dans le parti socialiste, ou d'y entrer, « parce que nous avons besoin de camarades comme vous au P.S. »... (N. de A. Kethly).